

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1103

2 mai 2012

SOMMAIRE

3A Alternative Funds	52900	L.T.T. Holding S.A.	52898
ABC S.A.	52912	Luxallim S.A.	52906
Altisource Portfolio Solutions S.A.	52911	Lux Electronic Company S.A.	52906
Amati Holding S.A.	52900	Magnolia Investissement S.A.	52899
AOL Europe S.à.r.l.	52918	MAN Umbrella SICAV	52916
Barclays Capital Luxembourg S.à r.l.	52940	Micro Location System International S.A.	52911
Caccini Holding S.à r.l.	52943	Mindev et Associés S.A.	52907
Cervinia S.A.	52916	New Baumeeschter S.à r.l.	52943
Charisma Sicav	52915	Odagon S.A.	52913
Chelsey Investissement S.A.	52900	Old Town	52912
Corolla Holding S.A.	52899	Omnisecurity S.A.	52917
Duplex S.A.	52917	Ossiam Lux	52908
Escalette Investissements S.A., SPF	52901	Parc Merveilleux	52914
ESO Management (Luxembourg) Limited Sàrl	52942	Poudrerie de Luxembourg	52912
European CleanTech I SE	52902	Primera Fund	52907
Faita S.A.	52942	Red Roses S.A.	52913
Finasset S.A.	52899	Richet S.A. Gestion Immobilière	52914
Gernest S.A.	52915	Selmira S.A.	52909
Gers Investments	52914	Société de Climatisation	52917
Gierre Participations Mobilières S.A.	52944	Société des Ateliers Nic. Olinger S.A.	52918
Group V S.A.	52944	Socom Participation S.A.	52918
Habitat International S.A.	52898	Socom S.A.	52940
Hengpart S.A.	52906	Sorephar S.A., SPF	52909
Holdina S.A.	52910	TKDZ Handel, Abbruch, Sanierung und Entsorgung, Gesellschaft mit beschränk- ter Haftung	52941
Immobilière Ciel S.A.	52915	TS Handel Abbruch Sanierung Entsorgung S.à r.l.	52941
International Import Export S.A.	52944	UBS Manager Solutions	52909
Intertrust (Luxembourg) S.A.	52944	Vizalmopco Immo S.A.	52910
Jakin Holding Sàrl	52944		
Lareneginvest Holding S.A.	52898		
Liberty Capital S.A.	52901		

Lareneginvest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 42.862.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *18 mai 2012* à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012046452/696/16.

Habitat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 163.040.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *25 mai 2012* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047484/10/19.

L.T.T. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 67.920.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 mai 2012* à 15 heures dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31/12/2011;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050109/322/19.

Finasset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 128.961.

A l'attention des actionnaires de notre Société.

Par la présente, nous vous informons qu'en qualité d'actionnaire de notre Société, vous êtes convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires de notre Société (ci-après l'«Assemblée Générale») qui se tiendra le 21 mai 2012 à 10 heures à Luxembourg, au siège social de notre Société, situé au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale sera le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 accompagnés du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2011;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Finasset S.A.

M. Stéphane Weyders et M. Cyrille Vallée

Administrateurs

Référence de publication: 2012047485/24.

Corolla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 88.309.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 2012 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047486/10/18.

Magnolia Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 160.050.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 2012 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;

4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047998/10/18.

Chelsey Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 106.483.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 2012 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012048529/10/18.

Amati Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 95.038.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am 18. Mai 2012 um 14.00 Uhr in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2011.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012050600/29/17.

3A Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 88.843.

Notice is hereby given to the shareholders of 3A Alternative Funds that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of 3A Alternative Funds will be held at its registered office at 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg at 2.00 pm (Luxembourg time) on 21 May 2012 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Investment Manager for the accounting year ended 31 December 2011.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended 31 December 2011.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended 31 December 2011.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended 31 December 2011.

5. Re-election of Eric Syz, Alfredo Piacentini, Jean Keller, Mark Lloyd-Price, Rolf Sachs and André Stern as Directors, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Financial Statements for the accounting year ending on 31 December 2012.
6. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. as Auditor of the Company until the Annual General Meeting to approve the Financial Statements for the accounting year ending on 31 December 2012.
7. Allocation of the results for the accounting year ended 31 December 2011.
8. Approval of Directors' fees of \$10,000 gross from 1 January to 31 December 2012.
9. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

Notes:

1 If you cannot be personally present at the Annual General Meeting, please sign and date the enclosed form of proxy and return it to the Administrator, HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg. To be valid, forms of proxy must be received by 18 May 2012. Completion and return of a form of proxy will not prevent a Shareholder from attending the meeting and voting in person.

2 Under Luxembourg law, there is no quorum requirement at the Annual General Meeting and to be validly passed, the resolutions require approval of a majority of the votes cast (whether in person or by proxy).

3 The Annual Report (which includes the Report of the Investment Manager, the Report of the Auditors and the financial statements) is available to shareholders at the registered office of the Company and are also available at www.syzgroup.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012050583/41/35.

Escalette Investissements S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 93.807.

La première Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le jeudi 19 avril 2012 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra vendredi 8 juin 2012 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050617/755/17.

Liberty Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 82.141.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 21/05/2012 à 10.15 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2011;
- Affectation du résultat au 31.12.2011;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Continuation de l'activité de la société;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012050677/19.

European CleanTech I SE, Société Européenne.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.076.

Notice is hereby given to the holders of shares of European CleanTech I SE (the “Company”) that two general meetings of shareholders of the Company are hereby convened.

The first general meeting of shareholders, the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders, will be held on *June 15, 2012* at 11:00 Central European Summer Time (“CEST”). The meeting will be held at Hotel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

At the annual general meeting, the shareholders shall deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the management report issued by the management board and the report of the independent auditor to the general meeting of shareholders for the financial year ended December 31, 2011;
2. Approval of the financial statements of the Company for the financial year ended December 31, 2011;
3. Allocation of the result;
4. Discharge of the members of the management board and the supervisory board; and
5. Appointment of the independent auditor of the Company for the financial year ending December 31, 2012.

The second general meeting of shareholders, the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders, will be held on *June 15, 2012* at 11:30 CEST. The meeting will be held at Hotel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

At the extraordinary general meeting, the shareholders shall deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the proposed initial business combination with Electrawinds NV conditional upon the approval of (i) either item 6 or item 7; and (ii) item 8 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders;
2. Change of the name of the Company into “Electrawinds SE” and related amendment of Article 1 of the articles of association of the Company, with effect as of the Consummation (as defined below) and conditional upon approval of item 1 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders;
3. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company in the form made available on the website of the Company since May 2, 2012, with effect as of the Consummation and conditional upon approval of item 1 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders;
4. Acknowledgement of the supplementary special report of the management board, increase of the authorized capital and renewal of the authorization period, with effect as of the Consummation and conditional upon approval of item 1 and item 3 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders: During the period of five (5) years from the publication of the resolutions of this extraordinary general meeting of shareholders, the board of directors is authorized to issue class A shares, to grant options to subscribe for class A shares and to issue any other instruments convertible into class A shares within the limit of the authorized capital, to such persons and on such terms as the board of directors shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the class A shares issued;
5. Acknowledgment of the resignations of the supervisory board members and the management board members, and discharge of the supervisory board members and the management board members, all with effect as of the Consummation and conditional upon the approval of item 1 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders;
6. Appointment of directors of the Company conditional upon and with effect as of the time at which the management board and supervisory board of the Company are replaced by the general meeting of shareholders with a board of directors of the Company in accordance with section IV, § 4, sub-§ 1 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended;
7. Appointment of new supervisory board members (i) with effect as of the Consummation, (ii) conditional upon the approval of item 1 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders, and (iii) subject to item 3 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders not being approved or voted by the general meeting of shareholders; and
8. Granting of an irrevocable power of attorney to the management board to confirm compliance with conditions for the conversion of all 958,333 class B1 shares into a corresponding amount of class A shares, to acknowledge occurrence of the consummation of the initial business combination with Electrawinds NV and to make any statement, sign all documents, represent the shareholders in front of a Luxembourg notary and to do everything which

is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfillment of the resolutions approved by the extraordinary general meeting of shareholders, with effect as of the Consummation and subject to the approval of item 1 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders.

“Consummation” shall mean immediately after the meeting of the management board on the date on which the Company becomes shareholder of Electrawinds NV acknowledging, inter alia, the consummation of the initial business combination with Electrawinds NV.

Quorum and majorities

Annual general meeting of shareholders

The annual general meeting of shareholders will deliberate validly regardless of the number of shares present or represented. Decisions related to all items on the agenda of the annual general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of the votes validly cast at the annual general meeting of shareholders.

Extraordinary general meeting of shareholders

Regarding the extraordinary general meeting of shareholders, the following rules apply pursuant to the articles of association and the law:

(i) The extraordinary general meeting of shareholders will deliberate validly upon item 1 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders only if a quorum of at least twenty-five percent (25%) of the class A shares is present or represented. Decisions relating to item 1 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of the votes of the class A shares validly cast.

(ii) The extraordinary general meeting of shareholders will deliberate validly upon items 2, 3 and 4 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders only if a quorum of at least fifty percent (50%) of the share capital is present or represented for each class of shares individually. Decisions relating to items 2, 3 and 4 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will be passed by a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast for each class of shares individually.

(iii) The extraordinary general meeting of shareholders will deliberate validly upon items 5, 6, 7 and 8 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders regardless of the number of shares present or represented. Decisions related to items 5, 6, 7 and 8 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of the votes validly cast.

Item 7 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will only be presented for vote if item 3 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders is not approved or voted (including, for the avoidance of doubt, due to a lack of quorum).

Items 1 (to the extent the relevant quorum is reached), 5, 6, 7 and 8 of the agenda of this extraordinary general meeting of shareholders will be presented for deliberation and vote also if the quorum of at least fifty percent (50%) of the share capital present or represented for each class of shares individually required for items 2, 3 and 4 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders is not reached at the time they are presented for deliberation of the extraordinary general meeting of shareholders.

Right to amend the content of the agenda

Pursuant to the Company’s articles of association and the Luxembourg law of May 24, 2011 on certain rights of shareholders in listed companies (the “Luxembourg Shareholders’ Rights Law”), which implemented the European Union Directive on Shareholders’ Rights (2007/36/EC) (the “Shareholders’ Rights Directive”) and involved certain changes to the procedures for calling and conducting general shareholders’ meetings, one or several shareholders representing at least five percent (5%) of the Company’s share capital may request that one or several items be added to the agenda of any general meeting of shareholders and file draft resolution(s) in this respect. Pursuant to Article 4 of the Luxembourg Shareholders’ Rights Law and the Company’s articles of association, such request and draft resolution(s) must be received at the Company’s registered office by registered letter or by e-mail at least twenty-two (22) days prior to the date of the relevant general meeting of shareholders, i.e., prior to May 25, 2012, accompanied by a proof of the shareholding of such shareholder(s) and the address or e-mail address which the Company may use in order to deliver the acknowledgment of receipt of such request. The Company must acknowledge reception of such request within forty-eight (48) hours of receipt of such request. In case such request entails a modification of the agenda of the relevant general meeting of shareholders, the Company will make an amended agenda available at the latest fifteen (15) days prior to the meeting.

The proposed amendments to the Company’s articles of association set forth in the proposed resolution on item 3 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will, inter alia, amend the notice periods so as to be in line with Article 4 of the Luxembourg Shareholders’ Rights Law.

Documents

Copies of the proxy statement including, inter alia, relevant information with respect to the proposed initial business combination with Electrawinds NV, the draft resolutions of the annual general meeting of shareholders and the extraordinary general meeting of shareholders as well as the documents submitted to the two general meetings of shareholders and the revised agendas, if any, further to a requested addition in accordance with the above will be available on the Company’s website (www.ectse.com) as from May 2, 2012.

Upon request to info@ectse.com, copies of the abovementioned documents will be mailed to the shareholders.

Share capital of the Company

The Company's issued share capital is currently set at three hundred forty-five thousand euro (€345,000), represented by (i) eleven million five hundred thousand (11,500,000) redeemable class A shares, (ii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B1 shares, (iii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B2 shares, and (iv) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) redeemable class B3 shares.

Each share entitles the holder thereof to one vote.

Right to participate in the meetings

According to Article 5 of the Luxembourg Shareholders' Rights Law, the record date for general meetings of shareholders of listed companies incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg has been set to fourteen (14) days prior to the date of the corresponding general shareholders' meeting. Therefore, any shareholder who holds one or more shares of the Company at midnight (24:00 (midnight) CEST), on June 1, 2012 (the "Record Date"), registers by such time for the annual general meeting of shareholders and the extraordinary general meeting of shareholders (see under "-Registration for the meetings" below for more details) and, if applicable, timely furnishes the certificate specified below, shall be admitted to participate and vote in the annual general meeting of shareholders to be held on June 15, 2012 at 11:00 CEST and the extraordinary general meeting of shareholders to be held on June 15, 2012 at 11:30 CEST. One of the purposes of the proposal to the Company's shareholders to amend the articles of association of the Company (item 3 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders) is to reflect changes brought along by the Luxembourg Shareholders' Rights Law in the Company's articles of association, which currently provide for a record date falling five (5) days prior to the date of the relevant general meeting of shareholders. For the avoidance of doubt, the fourteen (14) days' period does prevail at all times over the five (5) days' period.

All shareholders wishing to participate (in person, or by voting through proxy or voting form) in the general meetings of shareholders of the Company shall notify the Company thereof at the latest on the Record Date in writing by mail, fax or by e-mail.

Class A shareholders (whose class A shares are held in book-entry form through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository) should request from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares recorded in their account on the Record Date.

To participate and vote in the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders, class A shareholders shall submit a copy of the certificate via their custodian bank by mail, by fax or by e-mail to the Centralizing Agent of the Company in the period from June 1, 2012, until June 14, 2012 11:30 CEST. Shareholders having validly tendered their class A shares for redemption by providing a redemption notice to the Company and transferring the shares tendered for redemption to the special account of the Company do not need to register separately for the extraordinary general meeting of shareholders in respect of such shares (please refer to "-Redemption process of class A shares" below for more details).

To participate and vote in the annual general meeting of shareholders and the extraordinary general meeting of shareholders, class B shareholders shall submit a copy of their share certificate(s) by mail, fax or by e-mail in the period from June 1, 2012, 24:00 (midnight) CEST, until June 14, 2012, 11:30 CEST, to the Centralizing Agent of the Company, being:

Deutsche Bank Aktiengesellschaft
Attn.: TSS/GES, Post-IPO Services
Tanusanlage 12
D-60325 Frankfurt am Main, Germany
Fax: +49/69 910-38794
E-mail: dct.tender-offers@db.com

Any shareholder and/or proxyholder participating in the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders in person shall carry proof of identity at the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders.

Registration for the meetings

Shareholders wishing to participate in the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders need to register for these meeting(s) by submitting their registration by mail, fax or by e-mail until June 1, 2012, 24:00 (midnight) CEST to the Centralizing Agent of the Company at the address referred to above.

Registration forms are provided on the website of the Company (www.ectse.com) which should be used. Shareholders having registered for the meeting(s) may provide proxy or voting forms in case they do not wish to participate in person in the meeting(s) until June 14, 2012, 11:30 CEST (see under "-Representation" below).

Representation

In the event that any shareholder appoints another person, shareholder or not, as his proxy to vote on his behalf, the proxy must be submitted by mail, fax or by e-mail to the Centralizing Agent of the Company no later than June 14, 2012, 11:30 CEST.

Proxy forms provided on the website of the Company (www.ectse.com) may be used and only signed proxy forms will be taken into account. One person may represent more than one shareholder. Shareholders having presented a redemption notice do not need to provide a separate proxy (see under “-Redemption process of class A shares” below).

Holders of Public Shares who have registered for the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders (see under “-Registration for the meetings” above for more details) and have executed a proxy but who wish to revoke such proxy may do so by timely delivery of a properly executed later-dated proxy or revoking in writing the proxy in writing to the Centralizing Agent no later than on June 14, 2012, 11:30 CEST.

A proof of shareholding (see above under “-Right to participate in the meetings”) together with the completed and executed proxy form, if any, must be submitted to the Centralizing Agent of the Company by June 14, 2012, 11:30 CEST.

In case of a conflict of interest, the proxyholder shall disclose certain specified facts which may be relevant for the undersigned in assessing any risk that the proxyholder might pursue any interest other than the interest of the undersigned. For more information, see the proxy statement under “Questions and answers about the proposals for Public Shareholders-How do I vote?-Representation by proxy” available on the website of the Company (www.ectse.com).

Voting forms

Each shareholder may also vote in the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders through a voting form. The voting form may be submitted by mail, by fax or by e-mail to the Centralizing Agent of the Company no later than on June 14, 2012, 11:30 CEST and should be accompanied by a proof of shareholding (see above under “-Right to participate in the meetings”). Only voting forms provided by the Company on its website (www.ectse.com) may be used and only signed voting forms will be taken into account.

Please note that the vote in writing does not dispense a shareholder from the (additional) registration obligation referred to above under “-Right to participate in the meetings”.

Holders of Public Shares who have registered for the annual general meeting of shareholders and/or the extraordinary general meeting of shareholders and have executed a voting form but who wish to revoke such voting form may do so by timely delivery of a properly executed later-dated voting form or revoking the voting form in writing to the Centralizing Agent no later than on June 14, 2012, 11:30 CEST.

Redemption process of class A shares

In the event a class A shareholder wishes to exercise his redemption rights in accordance with the articles of association, such class A shareholder shall follow the following procedure:

(i) a redemption notice shall be submitted via the relevant custodian bank by mail, fax or by e-mail to the Centralizing Agent of the Company no later than at 24:00 (midnight) CEST on May 30, 2012. Only redemption notices provided by the Company on its website (www.ectse.com) may be used and only signed redemption notices will be taken into account;

(ii) the class A shares tendered for redemption shall be transferred not later than 18:00 CEST on May 30, 2012 to a special account of the Company being the following:

Account number: 100 8828089 01

Account name: European CleanTech I S.E. Abwicklungsdepot für Aktienrückkauf-/ Kaufoption

Name of Bank: Deutsche Bank AG, Frankfurt am Main

BIC-Code: DEUTDEFF

Clearstream Banking AG, Frankfurt, participant number: 7003;

(iii) by submitting a redemption notice, a class A shareholder wishing to exercise his redemption rights grants a proxy to Mr. Sven-Roger von Schilling, an A director of the Company with full power of substitution, instructing that such shares shall be voted against all items of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders.

By signing the redemption notice, the respective class A shareholder acknowledges that he/she/it may be contacted by a third party interested in acquiring the class A shares tendered for redemption. For more detailed information with respect to the redemption price, please refer to the proxy statement available on the website of the Company (www.ectse.com).

A class A shareholder having submitted his redemption notice to the Company may withdraw such redemption notice in respect of all or a portion of the class A shares tendered for redemption by delivering a withdrawal notice via the relevant custodian bank by mail, fax or by e-mail to the Centralizing Agent of the Company no later than on or prior to June 14, 2012 at 11:30 (CEST). Only withdrawal notices in the form provided by the Company on its website (www.ectse.com) may be used and only signed withdrawal notices will be taken into account. In case a redemption notice is withdrawn, the shares will be returned to the account specified by the shareholder and will not be redeemed. To participate in the general meeting, shareholders who have withdrawn their redemption notice do not need to register

for the general meeting separately, but need to provide a new form of proxy or voting form as described before in the case they are not intending to attend the general meeting in person.

Redemptions of class A shares are subject to the approval and the consummation of the initial business combination of the Company with Electrawinds NV. If the initial business combination with Electrawinds NV is not consummated, the tendered class A shares will be returned to the account specified by the shareholders who have tendered them for redemption.

Language

The meeting will be held in the English language.

Luxembourg, in May 2012.

For the management board of the Company.

Référence de publication: 2012050636/250/237.

Hengpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 87.111.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 18 mai 2012 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012050658/1023/18.

Luxallim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.047.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUXALLIM S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 18 mai 2012 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2011.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050681/750/16.

Lux Electronic Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 141.706.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 25 mai 2012 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,

- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050682/755/18.

Primera Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 107.878.

Notice of convocation to the

SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *May 22, 2012* at 9.30 a.m., at the office of BNP Paribas Investment Partners, H2O building, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Agenda:

1. Approval of the merger project of the "Primera Fund Equity China "B"" sub-fund (the "Merging sub-fund") into "BNP Paribas L1 Equity China" sub-fund (the "Receiving sub-fund");*
2. Presentation and approval of the accounts of the Company as at *May 22, 2012*;
3. Dissolution of Primera Fund Sicav as from *July 9, 2012*, the effective date of the merger;
4. Miscellaneous.

*The merger project is available under request to the registered office of Primera Fund.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote.

If you are unable to attend this meeting you can send by email and then by post the attached proxy form duly signed and completed five full days before the date of the meeting (to the attention of Mrs Fabienne Veronese, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - e-mail: fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com).

If you wish to attend this meeting, please note that you will have to justify your identity and that you will have to inform the company of your intention five full days before the date of the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012050685/755/26.

Mindev et Associés S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.562.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *21.05.2012* à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes arrêtés au 31.12.2002, au 31.12.2003, au 31.12.2004, au 31.12.2005, au 31.12.2006, au 31.12.2007, au 31.12.2008, au 31.12.2009, au 31.12.2010, et au 31.12.2011;
- Affectation des résultats au 31.12.2002, au 31.12.2003, au 31.12.2004, au 31.12.2005, au 31.12.2006, au 31.12.2007, au 31.12.2008, au 31.12.2009, au 31.12.2010, et au 31.12.2011;
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire ayant été en fonction durant les exercices sous revue;
- Discussion sur la possible dissolution ou continuation de la société;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012050683/21.

Ossiam Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.071.

The shareholders of Ossiam Lux (hereinafter the "Company") are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Annual General Meeting") which will take place at the office of State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 on **MAY 18, 2012** at 2.00 P.M. (LUXEMBOURG TIME) for the purpose of considering and voting upon the following agenda (the "Ordinary Agenda"):

Ordinary Agenda:

1. Presentation and approval of the annual audited financial statements of the Company including the investment adviser's report and the auditor's report of the Company for the fiscal year ended December 31, 2011.
2. Allocation of the results for the fiscal year ended December 31, 2011.
3. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors (the "Directors") and the Company's auditor for the fiscal year ended December 31, 2011.
4. Statutory elections:
 - a. Re-election of Mr. Bruno Poulin, Mr. Fabrice Chemouny, Mr. Antoine Moreau, Mr. Jason Trepanier, as Directors until the next Annual General Meeting to be held in 2013.
 - b. Re-election of PricewaterhouseCoopers Sàrl as independent auditors of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2013.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The annual report as at December 31, 2011 may be obtained at the registered office of the Company.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Annual General Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes validly cast of the shareholders present or represented at the Annual General Meeting.

The shareholders of Ossiam Lux (hereinafter the "Company") are kindly invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Extraordinary General Meeting") which will take place at the office of State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 on **MAY 18, 2012** (IMMEDIATELY FOLLOWING THE ANNUAL GENERAL MEETING WHICH IS TO BE HELD AT 2.00 P.M. LUXEMBOURG TIME) for the purpose of voting on the modification to be made to the articles of incorporation of Ossiam Lux (the "Articles"), and will be held, before notary, with the following agenda (the "Extraordinary Agenda"):

Extraordinary Agenda:

1. Amendment of the Articles further to the adoption of the Law of December 17, 2010 (the "Law of 2010") regarding undertakings for collective investment (the "UCI") implementing the directive 2009/65/EC (the "UCITS IV Directive") and as a consequence:
 - a. replacement of references to the Law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment by references to the Law of 2010;
 - b. amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Company to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding Master-Feeder structures;
 - c. amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Company to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding mergers of undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS);
 - d. amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Company to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding cross-investment, i.e. investment of a UCI with multiple compartment in one or more other sub-funds of the same UCI.
2. Amendment of Article 11 "Calculation of Net Asset Value per Share" section 1 ("The assets of the Company shall include") § 7 (c) of the Articles so as to read as follows:

"(c) Short-term money market instruments (remaining maturity of less than 60 calendar days or less) - amortized cost (which approximates market value under normal conditions)".

Instead of:

"(c) Short-term money market instruments (remaining maturity of less than 90 calendar days or less) - amortized cost (which approximates market value under normal conditions)".
3. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The draft revised Articles are available for inspection at the registered office of the Company.

Shareholders are advised that the decisions on the agenda of this Extraordinary General Meeting shall, at a first meeting, require a quorum of 50% of the shares issued. Decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two thirds of the votes validly cast of the shareholders present or represented.

In case of lack of quorum at the first Extraordinary General Meeting, a second meeting will be convened so as to be held on June 22, 2012 at the same address with the same agenda, at which the decisions may be approved without quorum and at a majority of two thirds of the votes validly cast.

If you cannot be personally present at the meeting, you may vote by completing and sending by post either the enclosed postal voting form or the enclosed proxy at the following address: State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to the attention of Mr. Silvano DEL ROSSO or send it by fax to (+352) 46.40.10-413 no later than two (2) business days before the meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2012050684/755/67.

Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 18 mai 2012 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2011.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050686/750/16.

Sorephar S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 44.399.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 18 mai 2012 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2011
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050687/788/16.

UBS Manager Solutions, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.749.

Die Aktionäre der UBS Manager Solutions sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Montag, den 21. Mai 2012 um 10:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2011
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers

7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012050688/755/33.

Vizalmopco Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 32.127.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21.05.2012 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2011
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050689/560/16.

Holdina S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 3.971.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 mai 2012 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012041078/10/19.

Micro Location System International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 43.231.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués une seconde fois pour une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

le 21 mai 2012, à dix heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approbation desdits comptes
2. Affectation du résultat au 31/12/2010
3. Lecture du rapport du liquidateur et approbation
4. Lecture du rapport du commissaire à la liquidation et approbation
5. Décharge à donner au liquidateur et au commissaire à la liquidation
6. Conservation des livres et documents de la société.
7. Clôture de la liquidation et divers.

L'assemblée du 5 avril 2012 n'ayant pu se tenir faute du quorum suffisant.

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2012043423/19.

Altisource Portfolio Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 72.391.

Our ANNUAL MEETING

of Shareholders ("Annual Meeting") will be held:

Date: Wednesday, May 16, 2012

Time: 9:00 a.m., Central European Time

Location: Altisource Portfolio Solutions S.A.

291, route d'Arlon

L-1150 Luxembourg City

Grand Duchy of Luxembourg

Agenda:

1. To elect five (5) Directors for a one (1) year term and/or until their successors are elected and qualified;
2. To approve the appointment by the Audit Committee of our Board of Directors of Deloitte & Touche LLP to be our independent registered certified public accounting firm for the year ending December 31, 2012 and Deloitte Audit S.à r.l. to be our certified auditor for all statutory accounts as required by Luxembourg law for the same period;
3. To approve a share repurchase program whereby Altisource Portfolio Solutions S.A. may repurchase outstanding shares of its common stock within certain limits;
4. To approve Altisource Portfolio Solutions S.A.'s annual accounts prepared in accordance with Luxembourg GAAP (the "Luxembourg Annual Accounts") and its consolidated financial statements prepared in accordance with U.S. GAAP including a footnote reconciliation of equity and net income to IFRS (the "Consolidated Accounts"), in each case for the year ended December 31, 2011 (together the "Luxembourg Statutory Accounts");
5. To receive and approve the Directors' report on the Luxembourg statutory accounts ("Directors Report") for the year ended December 31, 2011;
6. To allocate the results of the year ended December 31, 2011;
7. To discharge each of the current and past Directors of Altisource Portfolio Solutions S.A. for the performance of their mandate during the year ended December 31, 2011; and
8. To transact such other business as may properly come before the meeting and any adjournment of the meeting.

Luxembourg, April 3, 2012.

By Order of the Board of Directors

Kevin J. Wilcox

Secretary

Référence de publication: 2012042822/5267/36.

ABC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 113.484.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 mai 2012* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043427/696/18.

Poudrerie de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1021 Kockelscheuer, B.P. 2153.
R.C.S. Luxembourg B 5.955.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 mai 2012* à 15 heures au siège social à Kockelscheuer, Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire sur l'exercice 2011.
2. Approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2011.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Pour prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Kockelscheuer, le 12 avril 2012.

Le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2012044977/22.

Old Town, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 6.734.

Our Shareholders are invited to attend on Wednesday, *May 16, 2012*, at 11.00 a.m. in Luxembourg at 22-24 Boulevard Royal, the

ORDINARY MEETING

of Shareholders with the following agenda:

Agenda:

1. Directors' Reports
2. Auditors' Reports
3. Approval of the "Parent Only" Financial Statements for the year ended December 31, 2011
4. Appropriation of the 2011 net income of the parent company
5. Discharge of Directors and Auditors

6. Election of the Auditors for a period of one year
7. Election of Directors
8. Remuneration of Directors
9. Authorisation to the Board of Directors for the Company to repurchase Company's shares.

The owners of bearer shares who have so far not applied for having these shares converted to registered shares are reminded that pursuant to the resolution of the extraordinary general meeting of shareholders held on Thursday, May 4, 2006, all rights attaching to the non-converted bearer shares, including more in particular the right to vote and the right to receive dividend, are suspended.

However, they can still at any time apply for such conversion.

Those shareholders who would wish to now convert their bearer shares should, seven clear days before the date of the meeting apply in writing for the entry of their shares in the shareholders' register. To that effect they must complete and sign the form of application which is available at the following address with Banque Internationale à Luxembourg, Corporate Actions, Mandatory Events, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Attn Christiane Englebert - Tel: 00352 4590 4278 - Fax: 00352 4590 4218.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2012043431/31.

Red Roses S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 113.021.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 mai 2012* à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012043428/696/18.

Odagon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.715.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *10 mai 2012* à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quidus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047455/755/19.

Richet S.A. Gestion Immobilière, Société Anonyme.
Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 63.513.

Les actionnaires sont convoqués par la présente à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le vendredi 11 mai 2012 à 14 heures à L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels 2011
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration
Céline Depiesse
Administratrice

Référence de publication: 2012045502/18.

Parc Merveilleux, Société Anonyme.
Siège social: L-3260 Bettembourg, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 6.833.

Les actionnaires sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le jeudi, 10 mai 2012 à 15.00 heures au restaurant du Parc Merveilleux, route de Mondorf à Bettembourg,
avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et rapport du réviseur des comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au réviseur des comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour pouvoir participer au vote les actionnaires devront présenter leurs actions au président du Conseil d'Administration au début de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012046447/21.

Gers Investments, Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 155.636.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2012.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2012036729/14.

(120049243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

Gernest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 14.755.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 10 mai 2012 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2011,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2012045980/550/17.

Immobilière Ciel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 98.641.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de Madame Virginie DOHOGNE de ses mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration et décharge.
7. Nomination de Madame Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née le 10 novembre 1975 à Caracas (Venezuela), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012047454/29/23.

Charisma Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 72.483.

Die Aktionäre der CHARISMA SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 11. Mai 2012 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. Dezember 2011
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrat

7. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der ordentlichen Generalversammlung vorliegen.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich fünf Tage vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anzumelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012047979/28.

Cervinia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 19.789.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *11 mai 2012* à 10 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Délibération à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047457/506/17.

MAN Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.150.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders ("the Meeting") of the Man Umbrella SICAV will be held at the registered office of the Company on *May 11, 2012*, 11:00 a.m.

Agenda:

1. To hear and approve:
 - a) the Management Report of the Directors
 - b) the report of the auditor
2. To approve the statement of assets and liabilities and the statement of operations for the financial year 2011
3. Allocation of the net result
4. To discharge the Directors and the auditor with respect to their performance of duties during the financial year 2011
5. To elect the Directors and the auditor to serve for the financial year 2012
6. Directors' fees for the financial year 2011
7. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

For organizational reasons, those shareholders who wish to attend the Meeting in person are requested to register with Man Umbrella SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, to the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (Fax No. +352 2460 3331), by May 9, 2012 at the latest.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012047985/755/26.

Duplex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 76.546.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE,
qui aura lieu le *10 mai 2012* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012047981/1023/18.

Omnisecurity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 11A, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 104.012.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi *10 mai 2012* à 16.00 hrs au siège de la société à Foetz, 11A, rue du Commerce, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Elections statutaires;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047986/561/19.

SOCLIMA, Société de Climatisation, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 17.482.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi *10 mai 2012* à 15.00 heures au siège de la société à Foetz, 10, rue du Commerce, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice clôturé au 31.12.2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé de la société;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047991/561/18.

Société des Ateliers Nic. Olinger S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 11, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 18.760.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi 10 mai 2012 à 11.00 heures au siège de la société à Foetz, 11, rue du Commerce, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Elections statutaires;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047992/561/19.

Socom Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 9.735.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi 10 mai 2012 à 14.00 heures au siège de la société à Foetz, 10, rue du Commerce, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Elections statutaires;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047993/561/19.

AOL Europe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 261.009.000,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 73.270.

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of March, before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of AOL Europe S.à r.l. (the Meeting), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 73.270 and with a current share capital of EUR 261,009,000 (the Company). The Company was incorporated on 16 December 1999 pursuant to a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C -n°145 of 15 February 2000. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on 9 September 2011 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C -n°2935 of 30 November 2011.

There appeared:

(1) Cyber Fin S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 72.380, being the holder of 5,147,928 convertible preferred A shares and 5,147,927 ordinary B shares in the Company;

here represented by Richard Ledain Santiago, solicitor, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

(2) AOL Inc., a Delaware corporation having its registered office at 2711 Centerville Road, Wilmington, Delaware 19808, USA, and registered with the Delaware Trade and Companies Register under number 4107146, being the holder of 37,315 preferred E shares of the Company;

here represented by Richard Ledain Santiago, solicitor, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

(3) EJV Reorganization, Inc., a Delaware corporation having its registered office at 2711 Centerville Road, Wilmington, Delaware 19808, USA, and registered with the Delaware Trade and Companies Register under number 3134694, being the holder of 107,190 convertible preferred D shares of the Company;

here represented by Richard Ledain Santiago, solicitor, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

(each a Shareholder and jointly the Shareholders).

Such proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that all of the 5,147,928 (five million one hundred forty-seven thousand nine hundred twenty-eight) convertible preferred A shares, 5,147,927 (five million one hundred forty-seven thousand nine hundred twenty-seven) ordinary B shares, 107,190 (one hundred seven thousand one hundred ninety) convertible preferred D shares and 37,315 (thirty-seven thousand three hundred fifteen) preferred E shares of the Company, all having a nominal value of EUR 25 each, representing the entirety of the share capital of the Company amounting to EUR 261,009,000 (two hundred sixty-one million nine thousand Euro) are present or duly and validly represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

- (1) waiver of the convening notices;
- (2) restatement of the articles of association of the Company; and
- (3) miscellaneous.

III. that the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being present or duly and validly represented at the present Meeting, the Meeting expressly waives any requirement which may be contained in the articles of association of the Company or otherwise with respect to the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated to them in advance of the Meeting.

Second resolution

The Shareholders resolve to restate the Articles so that they shall from now on read as follows:

"Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "AOL Europe S.à r.l." (hereafter the Company).

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association of the Company (hereafter the Articles).

The address of the registered office may be transferred within the town limits of the City of Luxembourg by simple resolution of the board of managers of the Company (the Board of Managers).

2.2 If extraordinary events of political, economic or social nature likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will, however, have no effect on the nationality of the Company which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Objects.

4.1 The object of the Company is to carry out the business of providing online and other interactive and related services, all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations or the making of investments in any company or enterprise in any form whatsoever, that will provide online and other interactive and related services, and the administration, management, control and development of those participations; such activities to include, without limitation, the assessment, supervision and control of business operations and financial data and information and the preparation of reports and analysis to the Company's active shareholders.

4.2 The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities, patents and licenses of whatever origin and nature, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, patents and licenses, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and to grant to companies or for the benefit of companies in which the Company has a participation and/or Affiliates (as defined below), any assistance, loan, advance or guarantee. Affiliate shall mean a company, legal entity or partnership generally whatsoever (collectively an Entity) in which (i) the Company directly or indirectly holds the majority of the voting rights, or (ii) an Entity in which the Company owns shares and has the right to appoint or remove a majority of the administrative, management or supervisory body of such Entity or (iii) an Entity in which the Company is a shareholder and controls alone, pursuant to an agreement with other shareholders of the Entity, a majority of the voting rights in the Entity.

4.3 In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

4.4 The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

4.5 For the purposes of these Articles, the applicable exchange rate between EUR and US\$ shall be the rate applicable on the last Luxembourg business day preceding the date of the event necessitating an exchange.

Share Capital - Shares

Art. 5. Shares.

5.1 The issued share capital of the Company is EUR 261,009,000 (two hundred and sixty one million, nine thousand Euro) divided into (a) 5,147,928 (five million, one hundred and forty seven thousand, nine hundred and twenty eight) convertible preferred A shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each (the Preferred A Shares or the A Shares), (b) 5,147,927 (five million, one hundred and forty seven thousand, nine hundred and twenty seven) ordinary B shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each (the Ordinary B Shares or the B Shares), 107,190 (one hundred and seven thousand, one hundred and ninety) convertible preferred D shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each (the Preferred D Shares or the D Shares) and 37,315 (thirty seven thousand three hundred and fifteen) preferred E shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each (the Preferred E Shares or the E Shares).

5.2 i) The Preferred A Shares, Ordinary B Shares, the Ordinary C Shares, the Preferred D Shares and the Preferred E Shares shall constitute separate classes of shares in the Company, but shall rank *pari passu* in all respects save as hereinafter specifically provided. The Preferred A Shares and the Preferred E Shares shall have preferred dividend rights as hereinafter specifically provided. The Preferred A Shares, the Ordinary B Shares and the Preferred D Shares shall have conversion rights subject to the terms and conditions described hereafter, including Article 6.

(ii) Unless otherwise provided for in these Articles or by the Luxembourg company act dated 10 August 1915, as amended (hereafter the Luxembourg Company Act), any resolution proposed at a general meeting of the shareholders of the Company as an ordinary resolution shall require the affirmative vote of a simple majority of the votes cast by the holders of (x) the A Shares and the B Shares, voting together as a single class, and (y) solely with respect to the matters set forth in Article 17.9, the D Shares, voting as a separate class, as well as the overall simple majority of all the votes cast by the shareholders of the Company. In case a quorum is not reached at a general meeting of the shareholders Company in accordance with the terms of Article 17.5 of these Articles, the meeting shall be reconvened in accordance with the formalities laid down in such Article 17.5.

5.3 (i) The Preferred A Shares shall confer upon the holders thereof as a class the right, in priority to the payment of dividends to the holders of any other shares in the capital of the Company, to receive out of the profits of the Company available for distribution by way of dividend a fixed cumulative preferential cash dividend (hereinafter called the Class A Preference Dividend), of 3% (three percent) of US\$ 117,527,000 (one hundred seventeen million five hundred twenty seven thousand U.S. dollars), the latter amount being increased by any unpaid Class A Preference Dividend and reduced by any return of capital, such Class A Preference Dividend to be payable yearly, subject to the terms of Article 5.7 of these Articles, on 30 October in every year commencing in 2000 and being in respect of the previous corporate year, i.e. the 12 month period ending on the immediately preceding 30 June. The Preferred A Shares shall not be entitled to participate in the distribution of dividends (if any) paid in excess of the Class A Preference Dividend.

(ii) The Preferred E Shares shall confer upon the holders thereof as a class the right, in priority, after payment of the Class A Preference Dividend (unless the Class A Preference Dividend is not paid in any year pursuant to Article 5.7) and any regular dividend on any other preference shares in the capital of the Company ranking senior in priority to dividends, to the payment of dividends to the holders of any other shares in the capital of the Company, to receive out of the profits

of the Company available for distribution by way of dividend, if and when declared by the Board of Managers, a fixed cumulative preferential cash dividend (hereinafter called the Class E Preference Dividend), of 6% (six percent) of US\$ 725,000,000 (seven hundred twenty five million U.S. dollars) per annum, the latter amount being increased by any unpaid Class E Preference Dividend in any prior year and reduced by any return of capital, such Class E Preference Dividend, to be payable yearly, if so declared, on 10 October in every year commencing in 2001 (prorated for the part of the year in which the Preferred E Shares are outstanding) and being in respect of the previous corporate year, i.e. the 12 month period ending on the immediately preceding 30 June. The Preferred E Shares shall not be entitled to participate in the distribution of dividends (if any) paid in excess of the Class E Preference Dividend.

5.4 The holders of the Preferred D Shares shall each be entitled to receive notices of and to attend all general meetings of the Company and shall be entitled to one vote for each Preferred D Share held by them. The holders of the Preferred A Shares shall be entitled to receive notices of and to attend all general meetings of the Company and shall be entitled to one vote for each Preferred A Share held by them. The holders of the Preferred E Shares shall be entitled to receive notices of and to attend all general meetings of the Company and shall be entitled to one vote for each Preferred E Share held by them.

5.5 The holders of the Ordinary B Shares and the Ordinary C Shares (collectively the Ordinary Shares) shall be entitled to receive notices of and to attend at all general meetings of the Company and shall be entitled to one vote for each share held by them.

5.6 No dividend, whether in cash or kind, shall be paid or declared on the Ordinary Shares and on the Preferred Shares until any accrued Class A Preference Dividend and any accrued Class E Preference Dividend have been declared and paid in full.

5.7 For so long as the Company's Net Income (as defined below) for any corporate year exceeds US\$ 9,000,000 (nine million U.S. dollars), the Company shall, to the extent permitted by the Luxembourg Company Act, declare and pay the Class A Preference Dividend. Net Income shall mean consolidated net income after tax, and Net Loss shall mean consolidated net loss after tax in each case calculated in accordance with US Generally Accepted Accounting Principles (US GAAP) provided that where the Luxembourg accounting practice shall be more stringent or restrictive the latter shall apply.

5.8 In the event of a return of capital on liquidation, dissolution or winding up of the Company the assets of the Company available for distribution among the shareholders shall be applied:

(i) firstly, in repayment to the holders of the Preferred A Shares (if any such shares are then outstanding) of the Class A Preferential Liquidation Right, such payment to be made on an equal per share basis,

(ii) secondly, after payment in full of the Class A Preferential Liquidation Right, the holders of the Preferred D Shares (if any such shares are then outstanding) shall be entitled to be paid the Class D Preferential Liquidation Right, such payment to be made on an equal per share basis,

(iii) thirdly after payment in full of the Class A Preferential Liquidation Right and the Class D Preferential Liquidation Right, the holders of the Ordinary B Shares (if any such shares are then outstanding) shall be entitled to be paid the Ordinary B Catch-Up, such payment to be made on an equal per share basis,

(iv) fourthly, after payment in full of the Class A Preferential Liquidation Right, the Class D Preferential Liquidation Right and the Ordinary B Catch-Up, the holders of the Preferred E Shares (if any such shares are then outstanding) shall be entitled to be paid the Class E Preferential Liquidation Right, such payment to be made on an equal per share basis,

(v) fifthly, the surplus shall be distributed pro rata, on an equal per share basis among the holders of the Preferred A Shares, the Ordinary A Shares (if any such shares are then outstanding), the Ordinary B Shares, and the Ordinary C Shares.

5.9 If upon any liquidation, dissolution or winding up of the Company, the assets of the Company available for distribution among shareholders shall be insufficient to make payment of the Class A Preferential Liquidation Right in full to all holders of the Preferred A Shares, then such assets shall be distributed among the holders of the Preferred A Shares, ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled. If, following the payment and settlement of the Class A Preferential Liquidation Right, the remaining assets of the Company shall be insufficient to make payment in full to all holders of the Preferred D Shares of the Class D Preferential Liquidation Right, then such remaining assets shall be distributed among the holders of the Preferred D Shares ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled. If, following the payment and settlement of the Class A Preferential Liquidation Right and Class D Preferential Liquidation Right, the remaining assets of the Company shall be insufficient to make payment in full to all holders of the Ordinary B Shares of the Ordinary B Catch-Up, then such remaining assets shall be distributed among the holders of the Ordinary B Shares ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled. If, following the payment and settlement of the Class A Preferential Liquidation Right, the Class D Preferential Liquidation Right and the Ordinary B Catch-Up, the remaining assets of the Company shall be insufficient to make payment in full to all holders of the Preferred E Shares of the Class E Preferential Liquidation Right, then such remaining assets shall be distributed among the holders of the Preferred E Shares ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled.

5.10 Any dividend (other than regular, periodic dividends and the Class A Preference Dividend and the Class E Preference Dividend), stock dividend or stock split or subdivision shall be paid or applied equally to each outstanding share

of capital stock of the Company, except that stock dividends, splits and subdivisions shall be effected at the same per share amounts or ratios, as the case may be, for all classes of capital stock, but in shares of the same class as the class on which such dividend, split or subdivision is being paid or effected.

For the purposes of this article 5.,

Class A Preferential Liquidation Right shall mean the aggregate amount of US\$ 117,527,000 together with a sum equal to any arrears and accruals of the unpaid Class A Preference Dividend thereon to be calculated down to the date of return of capital and to be payable whether or not such Class A Preference Dividend has been declared or earned, less any return on capital, such payment to be made on an equal per share basis.

Class D Preferential Liquidation Right shall mean the Original Series D Issue Price per share plus an amount equal to a 12.55% annual return, compounded annually, on the Original Series D Issue Price from and including the Original Issue Date to but excluding the date of return of capital, such payment to be made on an equal per share basis.

Original Series D Issue Price shall mean the amount in cash equal to US \$2,065.21 per Preferred D Share.

Ordinary B Catch-Up shall mean an aggregate amount equal to the Class A Preferential Liquidation Right.

Class E Preferential Liquidation Right shall mean an amount in cash equal to the par value per share together with a sum equal to any arrears and accruals of the unpaid Class E Preference Dividend thereon to be calculated down to the date of return of capital and to be payable whether or not such Class E Preference Dividend has been declared or earned, less any return on capital, such payment to be made on an equal per share basis.

Art. 6. Conversion of Preferred A Shares, Ordinary B Shares, Preferred D Shares.

6.1 Subject to the provisions of this Article 6, all Preferred A Shares shall automatically be converted, without any further action by the holders thereof and/or the holders of Ordinary Shares and whether or not any certificates representing such shares are surrendered to the Company, into Ordinary A Shares upon the closing of an investment by any person or entity who, following the first date of issuance of Preferred A Shares is not an Affiliate, as defined in Article 4.2 of the present Articles, or Associate of the Company or any shareholder of the Company (a Qualified Third Party) by which (a) such Qualified Third Party purchases Ordinary Shares of the Company or securities convertible into Ordinary Shares (a Qualified Third Party Investment) and (b) the gross cash proceeds to the Company (before any discounts, commissions or fees from such transaction) equals or exceeds the greater of (i) US\$ 60,000,000 (sixty million U.S. dollars) or (ii) 30% (thirty percent) of the fair market value of the Company as determined in good faith by the Board of Managers.

6.2 The holders of the Preferred A Shares shall have the right, exercisable at any time between and including the first and the last days of the fiscal year following the first fiscal year in which the Company earns Net Income (as such term is defined in Article 5.7 of the present Articles) of not less than US\$ 9,000,000 (nine million U.S. dollars) to convert the Preferred A Shares (including for such purposes all accrued but unpaid dividends thereon) into Ordinary A Shares.

6.3 Upon occurrence of a conversion of Preferred A Shares into Ordinary A Shares, all references to Preferred A Shares in these Articles (other than references in Article 5 and 6) shall be understood to be references to Ordinary A Shares. Preferred A Shares shall be convertible into Ordinary A Shares at a conversion ratio of 1 (one) Ordinary A Share per Preferred A Share, subject to adjustment as provided herein. The conversion must be exercised for the entirety of the Preferred A Shares and may not be exercised in part.

6.4 The holders of Ordinary B Shares shall have the right, at any moment subject to the approval of the Board of Managers, to convert the Ordinary B Shares, in whole or in part, into Ordinary C Shares. Ordinary B Shares shall be convertible into Ordinary C Shares at a conversion ratio of 1 (one) Ordinary C Share per Ordinary B Share, subject to adjustment as provided herein.

6.5 The holders of a majority of the Preferred D Shares shall have the right, at any moment without any action required on the part of the Board of Managers or any other holders of Preferred D Shares, to convert (or cause the conversion of) all but not less than all the Preferred D Shares into Ordinary C Shares. Each Preferred D Share shall automatically be converted without any further action by the holders thereof and/or the holders of Ordinary Shares and whether or not any certificates representing such shares are surrendered to the Company, into non assessable Ordinary C Shares upon the earlier of (i) the closing of an IPO or (ii) upon consummation of a Public Change of Control (each such conversion, a "Mandatory Conversion"). Preferred D Shares shall be convertible into Ordinary C Shares at a conversion ratio of 1 (one) Ordinary C Share per Preferred D Share, subject to adjustment as provided herein.

For the purposes hereof,

Change of Control shall mean (i) any transaction, or series of related transactions (including any merger, mandatory exchange, consolidation or other business combination with or into any other entity or any other similar transaction) resulting in (A) AOL Inc. and its Affiliates (together AOL) ceasing to beneficially own in the aggregate at least 30% of the voting capital stock of the Company or the entity surviving or resulting from such transaction (directly or through a parent thereof), as the case may be, or (B) any person (other than AOL) becoming the beneficial owner of voting capital stock of the Company or the entity surviving or resulting from such transaction (directly or through a parent), as the case may be, representing a greater number of votes entitled to be cast generally in the election of Managers than the number of votes represented by the shares of the voting capital stock of the Company or the entity surviving or resulting from such transaction, as the case may be, beneficially owned in the aggregate by AOL, unless in the case of clause (A) or (B), AOL, directly or through its Affiliates, has the right to designate at least half of the members of the Company's Board of

Managers, or (ii) the sale, transfer, lease, assignment, conveyance, exchange, mortgage or other disposition in one or a series of related transactions of all or substantially all of the assets of the Company and its subsidiaries, other than the granting of security interests (but including the realization thereon) therein to secure any bona fide financing by the Company or its subsidiaries; provided, however, that a Change of Control shall not include any transaction pursuant to the agreement by and among the Company, the holder of Preferred A Shares, a holder of a portion of the Ordinary B Shares and certain affiliated entities dated March 16, 2000; and

IPO means, subject to the prior change of the Company's form into a société anonyme, an underwritten initial public offering and sale of Ordinary Shares, resulting such shares being listed or traded on an internationally recognized securities exchange or automated quotation system.

Public Change of Control means a transaction resulting in a Change of Control in which holders of Ordinary C Shares or Preferred D Shares of the Company receive, as full or partial consideration, securities of any company or other entity that are, or will be upon receipt, listed or traded on any internationally recognized securities exchange or automated quotation system (Listed Securities).

6.6 Upon conversion of all or a portion of the Preferred A Shares, the Ordinary B Shares or the Preferred D Shares, each holder of such shares shall promptly surrender any certificate or certificates (certificat(s) de participation) therefore at the registered office of the Company. The Company shall not be obliged to issue certificates evidencing the Ordinary A Shares or the Ordinary C Shares to be issued upon such conversion unless the certificates evidencing such Preferred A Shares, Ordinary B Shares or Preferred D Shares are either delivered to the Company as provided above, or the holder notifies the Company that such certificates have been lost, stolen, mutilated or destroyed and executes an agreement satisfactory to the Company to indemnify the Company against any loss incurred by it in connection with such certificates. Thereupon, there shall be issued and delivered to such holder promptly and in its name as shown on such surrendered certificate or certificates, a certificate or certificates for the number of Ordinary A Shares or Ordinary C Shares into which the Preferred A Shares, Ordinary B Shares or Preferred D Shares were convertible on the date on which such automatic conversion occurred.

6.7 (a) If at any time the Ordinary A Shares to be issued upon the conversion of Preferred A Shares are changed into the same or a different number of shares of any class or classes, whether by reclassification of such shares or by means of a sub-division or consolidation of such shares, or a stock dividend or a rights issue, in any such event, each holder of Preferred A Shares shall have the right thereafter to convert such shares into the kind and amount of stock and other securities or property receivable upon such event (plus any Ordinary A Shares retained) by holders of the maximum number of Ordinary A Shares into which such Preferred A Shares could have been converted immediately prior to such event (whether or not such shares were then converted), all subject to further adjustment as provided herein or with respect to such other securities by the terms thereof.

(b) If at any time the Ordinary C Shares to be issued upon the conversion of Preferred D Shares are changed into the same or a different number of shares of any class or classes, whether by reclassification of such shares or by means of a sub-division or consolidation of such shares, or a stock dividend or a rights issue, in any such event, each holder of Preferred D Shares shall have the right thereafter to convert such shares into the kind and amount of stock and other securities or property receivable upon such event (plus any Ordinary C Shares retained) by holders of the maximum number of Ordinary C Shares into which such Preferred D Shares could have been converted immediately prior to such event (whether or not such shares were then converted), all subject to further adjustment as provided herein or with respect to such other securities by the terms thereof.

6.8 (a) If at any time there is a capital reorganization other than as provided for elsewhere in this Article 6, then as part of such capital reorganization, provision shall be made so that the holders of the Preferred A Shares shall thereafter be entitled to receive upon conversion of the Preferred A Shares the number of shares of stock or other securities or property of the Company to which a holder of a number of Ordinary A Shares deliverable upon conversion of such Preferred A Shares (whether or not such shares were then converted) would have been entitled on such capital reorganization, subject to adjustment in respect of such stock or securities by the terms thereof. In any such case, appropriate adjustment shall be made in the application of the provisions of this Article 6 with respect to the rights of the holders of Preferred A Shares after the capital reorganization to the extent that the provisions of this Article 6 (including adjustment of the number of shares to be issued upon conversion of the Preferred A Shares) shall be applicable after that event (and be as nearly equivalent as practicable).

(b) If at any time there is a capital reorganization other than as provided for elsewhere in this Article 6, then as part of such capital reorganization, provision shall be made so that the holders of the Preferred D Shares shall thereafter be entitled to receive upon conversion of the Preferred D Shares the number of shares of stock or other securities or property of the Company to which a holder of a number of Ordinary C Shares deliverable upon conversion of such Preferred D Shares (whether or not such shares were then converted) would have been entitled on such capital reorganization, subject to adjustment in respect of such stock or securities by the terms thereof. In any such case, appropriate adjustment shall be made in the application of the provisions of this Article 6 with respect to the rights of the holders of Preferred D Shares after the capital reorganization to the extent that the provisions of this Article 6 (including adjustment of the number of shares to be issued upon conversion of the Preferred D Shares) shall be applicable after that event (and be as nearly equivalent as practicable).

6.9 A General Meeting of the Shareholders shall be held in order to approve any necessary amendments to these Articles as a result of the conversion of the Preferred A Shares, the Ordinary B Shares and the Preferred D Shares, including but not limited to, and to the extent necessary, the issuance of additional shares of the Company.

6.10 Preferred E Shares are only convertible at the option of the Company under the specific circumstances laid down hereunder.

Art. 7. Share repurchase/Redemption.

7.1 The Company may:

- issue any shares of the Company which are to be redeemed or are liable to be redeemed at the option of the Company or the shareholder on such terms and in such manner as may be determined by the Company in general meeting of the shareholders of the Company (by special resolution of the Company) on the recommendation of the Managers,
- redeem any of its own shares (including any redeemable shares and without any obligation to purchase on any pro rata basis as between shareholders or shareholders of the same class) and may cancel any shares so redeemed or hold them as treasury shares.

7.2 The Company shall have the option to pay the redemption price by way of a payment in cash or a payment in kind or a combination of both, on the terms to be set out by the shareholders of the Company

7.3 Redemption shall take place whether by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders of the Company deliberating in the manner provided for amendments to the Articles and in accordance with this Article 7.

Art. 8. Share Register - Certificates.

8.1 The shares of the Company are in registered form.

8.2 A register of shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of shares will be established by inscription in the said register.

8.3 Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by any Manager of the Company.

8.4 The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

Management - Supervision

Art. 9. Appointment and Dismissal of Managers.

9.1 The Company shall be managed by a Board of Managers consisting of a minimum of four members, either shareholders or not, who are appointed by the general meeting of shareholders for a renewable term which may not exceed six years. The Board shall have the right to present for appointment additional managers, who, if and when appointed by the general meeting of shareholders, shall also serve as a member of the Board of Managers. The Managers may be dismissed at any time and ad nutum (without cause) upon the recommendation of a majority of all shareholders voting together as a single class.

9.2 Retiring members of the Board of Managers are eligible for re-election.

9.3 In the event of a vacancy on the Board of Managers because of death, retirement or otherwise, the remaining Managers shall convene, as soon as practicable thereafter, the general meeting of shareholders to appoint a new Manager.

9.4 The Board of Managers will operate in accordance with its internal rules and regulations (the Internal Rules and Regulations) as determined and amended or supplemented from time to time by a resolution of the Board of Managers. The Internal Rules and Regulations shall be binding upon all the organs of the Company.

Art. 10. Meetings of the Board of Managers - Resolution.

10.1 The Board of Managers may elect from among its members a Chairman. It may further choose a Secretary, who shall not be a Manager and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The first Chairman (if any) shall be appointed by a general meeting of shareholders. The Chairman (if any) will preside at all General Meetings of Shareholders and at meetings of the Board of Managers.

10.2 Meetings of the Board of Managers may be convened by the Chairman (if any) or any two Managers.

The Managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two calendar days' written notice of Board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice. Except as required by the Luxembourg Company Act, meetings are in principle to be held in Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another Manager as his proxy.

Any Manager may represent more than one of his fellow Managers.

Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held in Luxembourg.

10.3 Circular resolutions signed by all the Managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

10.4 (a) The quorum necessary for the transaction of the business of the Managers shall be three. If, within one hour from the time set for a meeting of the Managers, such quorum is not present, the meeting shall be reconvened to the same time and place seven calendar days later. A Manager or Managers present at the reconvened meeting shall, save for force majeure, constitute a quorum. The convening notice to the reconvened meeting shall specify that this is a reconvened meeting and that the meeting may proceed regardless of a then present quorum.

(b) For the purpose of determining whether a quorum of Managers exists for the transaction of the business of the Managers:

(i) in the case of a resolution agreed by Managers in telephonic communication with one another by means of conference telephone or other means by which all Managers participating can hear each other speak, all such Managers shall be counted in quorum and any resolution so agreed shall be as valid and effective as if passed at a meeting of the Managers duly convened and held;

(ii) in the case of a meeting of the Managers, in addition to the Managers present at the meeting, any Manager in telephonic communication with such meeting shall be counted in the quorum and be entitled to vote.

10.5 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company have a personal interest in, or be a director/manager, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any Manager who is director/manager or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

10.6 Any resolution of the Board of Managers shall require the approval of a majority of the Managers present or represented at the meeting.

10.7 Subject to Article 5, may declare an interim dividend subject to the following conditions being cumulatively met:

- the Company shall not be in default of any provision of these Articles which relate to the rights of the holders of the Preferred A Shares, the Preferred D Shares or the Preferred E Shares;
- interim dividends shall be declared only to the extent permitted by the Luxembourg Company Act;
- such dividends are payable from distributable cumulative Net Income (and cumulative Net Income shall mean accumulated Net Income less accumulated Net Loss);
- immediately following the payment of any such dividends, the amount of the Company's working capital will not fall below EUR 10,000,000 (ten million Euros), and
- the Company shall not be in default under the terms of any lending agreements, debt securities or obligations.

Art. 11. Minutes of Meetings of the Board of Managers.

11.1 The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman (if any) and by a Manager. Any proxies will remain attached thereto.

11.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman (if any) and by a Manager.

Art. 12. Powers of the Board of Managers - Indemnification.

12.1 The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Luxembourg Company Act or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

12.2 For the purpose of this provision only, the term Director or Officer or collectively Directors and Officers shall mean any Manager or Officer of the Company duly appointed or elected by the shareholders or by the Board of Managers of the Company and any director (referred to for S.à r.l. as "manager") or officer of a direct or indirect subsidiary of the Company, duly appointed or elected by the shareholders or the board of directors of such subsidiary.

The Company shall, to the fullest extent permitted by Luxembourg law, indemnify any Director or Officer and his heirs, executors and administrators, as well as any former Director or Officer and his heirs, executors and administrators, against all expenses, liabilities, costs, damages and losses (including attorney's fees, judgments and amounts paid in sett-

lement) reasonably incurred by him in connection with any civil, criminal or administrative action, suit or proceeding (but only for the costs incurred in defending a criminal action, suit or proceeding) to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company (or subsidiary of the Company as described above). Notwithstanding the foregoing, the current or former Director or Officer will not be entitled to indemnification in the case of an action, suit or proceeding (i) brought against him by the Company (or subsidiary of the Company as described above), or (n) in the event that he shall be finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, wilful misconduct, fraud or dishonesty, or (iii) where he shall have failed to give prompt notice to the Company of service of the action, suit or proceeding. Further, the indemnification of attorney's fees shall be conditional on the prior approval by the Company of the appointment of the attorney or attorneys concerned and the indemnification of any amount paid in settlement shall be conditional on the prior approval by the Company of the terms of the settlement. The foregoing right of indemnification as described in this Article shall not exclude other rights to which a Director or Officer otherwise may be entitled.

Art. 13. Delegation of Powers.

13.1 The Board of Managers may delegate part of its powers to one or more of its members in accordance with the Internal Rules and Regulations to be adopted by the Board of Managers from time to time. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

13.2 The Board of Managers shall entrust, in accordance with the Internal Rules and Regulations to be adopted by the Board of Managers from time to time, the daily management of the Company's business to an agent who will be called chief executive officer (the Chief Executive Officer) The delegation of the daily management of the Company's business in favour of a member of the Board of Managers is subject to the prior authorization of the general meeting of shareholders.

13.3 The Board of Managers shall further have the possibility to decide to create at its discretion an executive body (the Group Executive Management or GEM) which determines and coordinates the management of the Company and its major subsidiaries. The GEM shall be chaired by the Chief Executive Officer and operate in accordance with the Internal Rules and Regulations.

13.4 The Company shall be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the Board of Managers, but only within the limits of such power.

Notwithstanding any delegation of powers, any single contract the principal amount of which exceeds EUR 2,500,000 (two million five hundred thousand Euros) shall require the approval of the Board of Managers in accordance with the provisions of Article 11.6. The exclusive and effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall be carried out within Luxembourg.

Art. 14. Statutory Auditor - External Auditor. In accordance with article 200 of the Luxembourg Company Act, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 256 (2) of the Luxembourg Company Act does not apply.

General Meetings of Shareholders

Art. 15. Powers of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by the Luxembourg Company Act and these Articles.

Art. 16. Annual general meeting of shareholders - Other general meetings.

16.1 The Annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

16.2 Other General Meetings of Shareholders may be held in Luxembourg at such time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. Proceedings, Vote.

17.1 General Meetings of Shareholders shall meet upon call of the Board of Managers or, if exceptional circumstances require so, by any two Managers acting jointly.

It shall be necessary to call a general meeting of shareholders whenever a group of shareholders representing at least one fifth of the subscribed capital so requests. In such case, the relevant shareholders must indicate the agenda of the meeting and the Board of Managers shall have the obligation to convene a general meeting of shareholders so that such meeting is held within a month of the request.

17.2 Shareholders will meet upon call by registered letter on not less than 8 calendar days prior notice.

All notices calling General Meetings of Shareholders must contain the agenda for such meetings.

If all the shareholders are present or represented at the General Meeting and if they stated that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

To the extent permitted by law, circular resolutions of the shareholders shall be validly taken if approved in writing by all the shareholders. Such approval may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

17.3 Any shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder.

The Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

17.4 Subject to Article 5, each share entitles its shareholder to one vote.

17.5 No business shall be transacted at any meeting of the Company unless a quorum of shareholders is present at the time when the meeting proceeds to business. The shareholders present in person or by proxy and representing more than fifty percent of the issued and outstanding share capital of the Company shall constitute a quorum; provided that one of such shareholders is a shareholder holding one or more Preferred A Shares. If a quorum shall not be present within 30 minutes of the time set for meeting, the meeting shall be adjourned and reconvened by way of registered mail to the shareholders to the 10th calendar day of the initial meeting then at such meeting and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

17.6 Before commencing any deliberations, the chairman of the General Meeting, who shall be the Chairman of the Board of Managers (if any) unless he is prevented from attending, shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the Meeting's board.

A Manager shall be entitled to receive notice of and to attend and speak at any General Meeting of or any separate meeting of the holders of any class of shares in the Company.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the Meeting's board and by any shareholder who wishes to do so.

However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the Chairman of the Board of Managers (if any), or, by a Manager.

17.7 Except as otherwise provided in these Articles or in the Luxembourg Company Act, any resolution proposed at a general meeting of shareholders of the Company as an ordinary resolution shall be passed only upon the affirmative vote of a simple majority of the votes cast by the holders of the class A Shares and the class B Shares, voting together as a single class, as well as the overall simple majority of all the votes cast by shareholders of the Company entitled to vote thereon.

17.8 Unless otherwise provided for by law, no separate vote or other approval of the holders of outstanding Ordinary B Shares voting together as a single class, under law or the terms of these Articles, shall be necessary for any shareholder resolution or other action whatsoever by the Company.

17.9 For so long as any Preferred D Shares are outstanding and unless otherwise proved by law, the vote of the holders of at least a majority of the then outstanding Preferred D Shares, voting together as a single class, shall be necessary to effect:

(a) an amendment to these Articles (including pursuant to any merger, consolidation or mandatory share exchange that does not constitute a Change of Control) adversely affecting the rights, preference, privileges or powers of the Preferred D Shares;

(b) an amendment to these Articles (including pursuant to any merger, consolidation or mandatory share exchange that does not constitute a Change of Control) that adversely affects the rights of the Preferred D Shares in a discriminatory manner relative to any other class of capital stock of the Company;

(c) any issuance, guaranty, or other incurrence by the Company or its subsidiaries of indebtedness for borrowed money (including indebtedness for borrowed money of an acquired business which remains outstanding immediately following the acquisition) in an aggregate principal amount when combined with the aggregate liquidation value of all Permitted Senior Preferred (as defined below), that is in excess of US\$ 1.5 billion (one billion five hundred million U.S. Dollars) in the aggregate (Permitted New Debt), excluding up to EUR 115 million of indebtedness under the Credit Agreement dated as of March 14, 2000 among the Company, AOL Bertelsmann Online L.P., AOL Bertelsmann Online GMBH 1 CO. KG, Compuserve Interactive Services Ltd., the Banks (as defined therein) and the Agent (as defined therein), as amended, restated, modified, renewed, replaced or refinanced in whole or in part from time to time (and whether or no with the original administrative agent and lenders or another administrative agent or agents or others lenders); or

(d) the issuance of any shares of a new class or series of preferred stock ranking senior in priority to the Preferred D Shares upon liquidation, dissolution or winding up of the Company or the issuance of any additional Preferred A Shares, in either case, having a liquidation value or other based on currency conversion rates in effect at the time of such issuance, when combined with the aggregate principal amount of all Permitted New Debt, that is in excess of US\$ 1.5 billion (one billion five hundred million U.S. dollars) in the aggregate (Permitted Senior Preferred).

17.10 For so long as any Preferred E Shares are outstanding, the vote or written consent of the holders of at least a majority of the then outstanding Preferred E shares, voting together as a single class, shall be necessary to effect:

(a) an amendment to these Articles (including pursuant to any merger, consolidation or mandatory share exchange) adversely affecting the rights, preferences, privileges or powers of the Preferred E Shares;

(b) an amendment to these Articles (including pursuant to any merger, consolidation or mandatory share exchange) that adversely affects the rights of the Preferred E Shares in a discriminatory manner relative to any other class of capital stock of the Company; or

(c) the issuance by the Company of any additional Preferred E Shares.

Except as set forth in this Article 17.10, no separate vote or other approval of the holders of outstanding Preferred E Shares voting together as a single class, under law or the terms of these Articles, shall be necessary for any shareholder resolution or other action whatsoever by the Company.

Corporate year - Annual Accounts - Distribution of profits

Art. 18. Corporate Year. The business year begins on January 1st and ends on December 31st with the exception of the third business year of the Company, which begins on July 1st, and ends on December 31, 2001.

Art. 19. Annual Accounts.

19.1 Each year, at the end of the corporate year, the Board of Managers will draw up the annual accounts of the Company in the form required by law.

19.2 At the latest one month prior to the Annual General Meeting, the Board of Managers will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the external auditor (if any) who will thereupon draw up his/its report.

19.3 A fortnight before the Annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the Board's report, the auditor's report (if any) and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 20. Distribution of Profits.

20.1 The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, social charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the Board of Managers represents the net profit.

20.2 Every year five per cent of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve. This deduction ceases, to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital.

20.3 The remaining balance of the Company's distributable profits, after payment of the Class A Preference Dividend, shall be entirely distributed unless otherwise provided by the general meeting of shareholders.

20.4 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board of Managers within the limits of the decision of the General Meeting.

20.5 Interim dividends may be paid by the Board of Managers within the conditions provided for by the Luxembourg Company Act.

20.6 The General Meeting may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursements of the capital without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the general meeting of shareholders deliberating in the manner set in Article 18.7 of these Articles.

Art. 22. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the General Meeting, deliberating in the manner required by Article 17.7 of these Articles, will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers.

Art. 23. General provisions. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the provisions of the Luxembourg Company Act."

Third resolution

The Shareholders resolve to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to see to any formalities in connection with the restatement of the Articles with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the above resolutions.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately EUR 2,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und zwölf, am fünften März, vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

hat eine außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter der AOL Europe S.à r.l. stattgefunden (die Hauptversammlung), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 73.270 mit einem aktuellen Grundkapital in Höhe von EUR 261.009.000 (die Gesellschaft). Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde vom 16. Dezember 1999, aufgenommen durch Notar Frank Baden, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer C -n°145 vom 15. Februar 2000. Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde mehrmals geändert und zum letzten Mal am 9. September 2011 durch eine von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, aufgenommene Urkunde, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer C -n°2935 vom 30. November 2011.

Sind erschienen:

(1) Cyber Fin S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 7, Val Sainte-Croix in L-1371 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 72.380, Inhaber von 5.147.928 A-Vorzugsanteilen und 5.147.927 normalen B-Anteilen der Gesellschaft;

vertreten durch Richard Ledain Santiago, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht,

(2) AOL Inc., eine Gesellschaft des Rechts von Delaware mit Sitz in 2711 Centerville Road, Wilmington, Delaware 19808, USA, eingetragen im Handelsregister von Delaware unter der Nummer 4107146, Inhaber von 37.315 E-Vorzugsanteilen der Gesellschaft; vertreten durch Richard Ledain Santiago, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht; und

(3) EJV Reorganization, Inc., eine Gesellschaft des Rechts von Delaware mit Sitz in 2711 Centerville Road, Wilmington, Delaware 19808, USA, eingetragen im Handelsregister von Delaware unter der Nummer 3134694, Inhaber von 107.190 D-Vorzugsanteilen der Gesellschaft;

vertreten durch Richard Ledain Santiago, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht,

(jeweils ein Gesellschafter und zusammen, die Gesellschafter).

Die ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den instrumentierenden Notar ne varietur unterschriebenen Vollmachten der vertretenen Gesellschafter bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die vertretenen Gesellschafter haben den Notar gebeten, folgendes zu beurkunden:

I. dass sämtliche 5.147.928 (fünf Millionen einhundertsiebenundvierzigtausend neunhundertachtundzwanzig) konvertierbaren A-Vorzugsanteile, 5.147.927 (fünf Millionen einhundertsiebenundvierzigtausend neunhundertsiebenundzwanzig) normalen B-Anteile, 107.190 (einhundertsiebentausend einhundertundneunzig) konvertierbaren D-Vorzugsanteile und 37.315 (siebenunddreißigtausend dreihundertfünfzehn) E-Vorzugsanteile der Gesellschaft mit einem Nennwert von jeweils EUR 25 (fünfundzwanzig Euro), die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft in Höhe von EUR 261.009.000 (zweihunderteinundsechzig Millionen neuntausend Euro) darstellen, anwesend oder ordnungsgemäß und gültig vertreten sind, und dass die gegenwärtige Hauptversammlung somit rechtsgültig zusammengetreten ist und über alle Punkte der Tagesordnung rechtskräftig entscheiden kann;

II. dass die Tagesordnung der Hauptversammlung folgende Punkte enthält:

- (1) Verzicht auf die Einberufungsformalitäten;
- (2) Neuerfassung der Satzung; und
- (3) Verschiedenes.

Sodann trifft die Hauptversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Da die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals bei der gegenwärtigen Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß und gültig vertreten ist, verzichtet die Hauptversammlung ausdrücklich auf jede Anforderung in der Satzung der Gesellschaft oder anderweitig in Bezug auf die Einberufungsformalitäten; die Gesellschafter betrachten sich als ordnungsgemäß geladen und bestätigen, Kenntnis von der Tagesordnung zu haben, die ihnen im voraus übermittelt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Satzung neu zu formulieren. Der Wortlaut ist demnach folgender:

"Gesellschaftsform und - Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Gesellschaftsform und Bezeichnung. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung "AOL Europe S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Eingetragener Sitz der Gesellschaft.

2.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Stadt Luxemburg, kann jedoch durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilseigner an beliebige andere Orte innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, die entsprechend der Abänderungen der Satzung der Gesellschaft (im Folgenden die Satzung) berät.

Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Grenzen der Stadt Luxemburg durch einen einfachen Beschluss des Board of Managers der Gesellschaft (der Board of Managers) verlegt werden.

2.2 Im Falle des Eintritts außergewöhnlicher politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Ereignisse oder deren unmittelbares Bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlegt werden. Eine solche Verlegung hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft ist. Die Erklärung über die zeitweilige Verlegung wird von der am Besten unter diesen Umständen geeigneten Führungskraft abgegeben, die auch Dritte über besagte Verlegung in Kenntnis setzt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der Gesellschaftszweck besteht in dem Handel mit On-Line Dienstleistungen und andere interaktive und damit verbundene Dienstleistungen, wobei sämtlichen Aktivitäten, in direkter oder indirekter Weise den Erwerb von Beteiligungen oder das Schaffen von Investitionen in Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art und Form betreffen, die On-Line Dienstleistungen und andere interaktive und damit verbundenen Dienstleistungen anbieten sowie auch die Verwaltung, die Geschäftsführung, die Kontrolle und die Erschließung dieser Beteiligungen; diese Aktivitäten umfassen ohne Einschränkung die Beurteilung, die Überwachung und die Kontrolle des Geschäftsbetriebs und der Finanzstatistiken und Informationen sowie auch die Erstellung von Berichten und Analysen für die lebhaften Anteilseigner des Unternehmens.

4.2 Des Weiteren kann die Gesellschaft ein Portfolio mit Werten, Patenten und Lizenzen jeder Art und Herkunft erstellen, verwalten, ausbauen und über dieses verfügen, um durch Investitionen, Zeichnung, Effektingarantiegeschäfte oder Terminhandel, Werte, Patente und Lizenzen zu erwerben, um diese durch Verkauf, Übertragung oder Tausch usw. zu realisieren, und um Gesellschaften oder für den Nutzen von Gesellschaften, an denen die Gesellschaft beteiligt ist und/oder um ihren angegliederten Unternehmen (siehe Definition weiter unten) Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse und Garantien zu gewähren. Angegliederte Unternehmen sind Gesellschaften, juristische Personen oder Personengesellschaften (gemeinsam: Körperschaft), (i.), in denen die Gesellschaft über einen Mehrheitsbeschluss auf direkte oder indirekte Weise verfügt, oder (ii.), Körperschaften, an denen die Gesellschaft Anteile hält und das Recht hat, die Mehrheit der Verwaltungs- oder der Geschäftsführungsorgane oder der Aufsichtsorgane zu ernennen oder aus dem Amt zu entfernen, oder (iii.), Körperschaften, deren Anteilseigner die Gesellschaft ist und über die, die Gesellschaft gemäß eines Abkommens mit den anderen Anteilseignern der Körperschaft alleinige Kontrolle über die Mehrheit ihrer Stimmrechte hat.

4.3 Im Allgemeinen kann die Gesellschaft ohne Einschränkung alle notwendigen Maßnahmen ergreifen und Handlungen ausführen, und kaufmännische und finanzielle sowie auch Geschäftstätigkeiten in Bezug auf private und Immobilientransaktionen vornehmen, die zum Erreichen und zur Förderung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen.

4.4 Die Gesellschaft kann Kredite jeder Art und Form aufnehmen und Pfandbriefe und Schuldverschreibungen ausgeben.

4.5 Für den Satzungszweck, ist das anzuwendende Wechselrate zwischen EUR und US\$ am letzten Tag bevor das Datum des Ereignisses, der an ein Wechsel führt.

Anteilkapital - Anteile

Art. 5. Anteile.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 261.009.000 (zweihunderteinundsechzig Millionen neuntausend Euro) eingeteilt in (a) 5.147.928 (fünf Millionen einhundertsevenundvierzigtausend neunhundertachtundzwanzig) konvertierbare A-Vorzugsanteile zu je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) (die A-Vorzugsanteile oder die A-Anteile), (b) 5.147.927 (fünf Millionen einhundertsevenundvierzigtausend neunhundertsevenundzwanzig) normale B-Anteile zu je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) (die Normalen B-Anteile oder die B-Anteile), 107.190 (einhundertsiebentausend einhundertneunzig) konvertierbare D-Vorzugsanteile zu je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) (die D-Vorzugsanteile oder die D-Anteile) und 37.315 (siebenunddreißigtausend dreihundertfünfzehn) E-Vorzugsanteile zu je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) (die E-Vorzugsanteile oder die E-Anteile).

5.2 (i) Die A Vorzugsanteile, die B Stammanteile, die C Stammanteile, die D Vorzugsanteile und die E Vorzugsanteile stellen getrennte Anteilklassen der Gesellschaft dar, sind jedoch in jeder Hinsicht gleichrangig, außer wenn es hiernach spezifisch anders vorgesehen ist. Die A Vorzugsanteile und E Vorzugsanteile haben Vorzugsdividendenrechte gemäß den im Folgenden ausdrücklich vorgesehenen Bestimmungen. Die A Vorzugsanteile, die B Stammanteile und die D Vorzugsanteile verfügen über Umtauschrechte, die den im Folgenden und den im Artikel 6. aufgeführten Bestimmungen unterliegen.

(ii) Bestimmt diese Satzung oder das Luxemburgische Gesellschaftsgesetz vom 10 August 1915 in geänderter Fassung (im Folgenden das Gesellschaftsgesetz) nichts Gegenteiliges, bedarf, jeder gemeine der Generalversammlung der Anteils-

eigner vorgelegte Beschluss einer einfachen Stimmenmehrheit der Inhaber (x) der A Anteile und der B Anteile, stimmen zusammen als ein einziges Vorzugsanteil und (y) nur in Bezug auf die in Artikel 17.9, der D Anteile, stimmen als eine getrennte Klasse, sowie auch einer allgemeinen Mehrheit aller Anteilseigner der Gesellschaft. Sollte dieses Quorum bei einer Generalversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gemäß Artikel 17.5 der Satzung nicht erreicht werden, so wird die Versammlung gemäß der in Artikel 17.5 der Satzung vorgesehenen Formalitäten wieder einberufen.

5.3 (i) Im Vergleich zu den Inhabern aller anderen Anteile des Gesellschaftskapitals berechtigen die A Vorzugsanteile ihre Inhaber als Klasse zur vorrangigen Ausschüttung von Dividenden für den Erhalt einer festgelegten kumulativen Vorzugs-Bardividende (im Folgenden: Vorzugsdividende der Klasse A) in Höhe von 3% (drei Prozent), d.h. US \$ 117.527.000,00 (ein hundert siebzehn Millionen fünf hundert sieben und zwanzig tausend U.S. Dollar) aus dem zur Ausschüttung bereitstehenden Gewinn der Gesellschaft. Letzterer Betrag wird durch alle nicht ausgeschütteten Vorzugsdividenden der Klasse A erhöht, und durch alle Kapitalrückzahlungen verringert, wobei diese Vorzugsdividende der Klasse A vorbehaltlich des Artikels 5.7 der Satzung jährlich am 30. Oktober, ab dem Jahr 2000 fällig wird und sich auf das vorherige Geschäftsjahr, d.h. den zwölf-monatigen Zeitraum bezieht, der am direkten vorangegangenen 30. Juni endet., unter der Bedingung. Die A Vorzugsanteile sind nicht dazu berechtigt, an einer eventuellen Ausschüttung der Dividenden (wenn vorhanden) teilzunehmen, deren Höhe die der Vorzugsdividenden der Klasse A überschreitet.

(ii) Die E Vorzugsanteile übertragen auf ihre Inhaber als Klasse das vorrangige Recht, nach Zahlung der Vorzugsdividende der Klasse A (solange eine Vorzugsdividende der Klasse A im Laufe eines beliebigen Jahres gemäß Artikel 5.7 nicht gezahlt wurde) und sämtlicher vorschriftsmäßiger Dividenden aller anderen Vorzugsanteile in das Gesellschaftskapital, das in Bezug auf die Dividenden vorrangberechtigt ist, auf eine Dividendenausschüttung an die Inhaber aller anderen Kapitalanteile der Gesellschaft, von den zur Verteilung als Dividenden bereitstehenden Unternehmensgewinnen eine gleichbleibende kumulative Vorzugsdividende in Cash (im Folgenden, die Vorzugsdividende der E Klasse) in Höhe von 6 % (sechs Prozent), d.h., in Höhe von US \$ 725.000.000 (siebenhundertfünfundsiebenzig Millionen US Dollar) pro Jahr zu erhalten, falls und wenn diese Dividende vom Board of Managers beschlossen wird, wobei letzterer Betrag durch fällige Vorzugsdividenden der E Klasse in beliebigen Vorjahren erhöht und durch Erträge aus investiertem Kapital reduziert wird, und, sollte dies beschlossen worden sein, diese Vorzugsdividende der E Klasse am 10. Oktober eines jeden Jahres ab dem Jahre 2001 (verhältnismäßige Aufteilung für den Teil des Jahres, zu dem sich die E Vorzugsanteile noch im Umlauf befanden) auszuschütten ist, und diese auf das vorhergehende Unternehmensjahr, d.h. den zwölfmonatigen Zeitraum zum unmittelbar vorhergehenden 30. Juni bezogen werden kann. Die E Vorzugsanteile haben kein Anrecht auf eine Teilnahme an der Dividendenausschüttung (sollte es eine geben), welche die Vorzugsdividende der E Klasse überschreiten würde.

5.4 Die Inhaber der D Vorzugsanteile sind dazu berechtigt, Einberufungsschreiben zu jeglichen Generalversammlungen der Gesellschaft zu erhalten und an diesen teilzunehmen sowie auch eine Stimme für jede von ihnen gehaltene D Vorzugsanteil abzugeben. Die Inhaber der A Vorzugsanteile haben das Recht, Einberufungsschreiben zu allen Generalversammlungen des Unternehmens zu erhalten und an diesen teilzunehmen sowie auch das Recht, eine Stimme für jede von ihnen gehaltene A Vorzugsanteil abzugeben. Die Inhaber der E Vorzugsanteile haben das Recht, Einberufungsschreiben zu allen Generalversammlungen zu erhalten und an diesen teilzunehmen sowie auch das Recht eine Stimme für jede von ihnen gehaltene E Vorzugsanteil abzugeben.

5.5 Die Inhaber von B Stammanteile und von C Stammanteile (zusammen die Stammanteile) sind dazu berechtigt, Einberufungsschreiben zu jeglichen Generalversammlungen der Gesellschaft zu bekommen und an diesen teilzunehmen sowie auch, eine Stimme für jede von ihnen gehaltenen Anteil abzugeben.

5.6 Solange die noch nicht bezahlten Vorzugsdividenden der A Klasse und die noch nicht bezahlten Vorzugsdividenden der E Klasse nicht beschlossen oder vollständig ausgeschüttet sind, wird kein Dividend, weder in bar noch in Natura, für die Normalen Anteile und für die Vorzugsanteile beschlossen oder ausgeschüttet.

5.7 Solange der Nettogewinn der Gesellschaft (Definition siehe weiter unten) jedes Geschäftsjahr US \$ 9.000.000,00 (neun Millionen US Dollar) überschreitet, beschließt und schüttet die Gesellschaft Vorzugsdividenden der Klasse A bis zu der vom luxemburgischen Gesellschaftsgesetz erlaubten Höhe aus. „Nettogewinn“ bedeutet hier konsolidierter Nettogewinn nach Steuern, und „Nettoverlust“ bedeutet konsolidierter Nettoverlust nach Steuern, der in jedem Fall gemäß den Grundsätzen der ordnungsmäßigen Rechnungslegung (US Generally Accepted Accounting Principles – US GAAP) kalkuliert werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass die luxemburgische Praxis des Rechnungswesens dann gilt, wenn sie strenger oder restriktiver ist.

5.8 Im Falle einer Kapitalverzinsung bei einer Liquidation, einer Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft werden die zur Ausschüttung unter den Anteilseignern bereitstehenden Vermögenswerte wie folgt eingesetzt:

(i) erstens, zur Rückzahlung an die Inhaber der A Vorzugsanteile (sollten sich diese Anteile zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befinden) des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A, wobei diese Rückzahlung auf gleicher pro Anteile-Basis vorzunehmen ist,

(ii) zweitens, nach vollständiger Zahlung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A sind die Inhaber der D Vorzugsanteile (sollten sich diese Anteile zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befinden) zu einer Zahlung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse D berechtigt, wobei diese Zahlung auf gleicher pro Anteile-Basis vorzunehmen ist,

(iii) drittens, nach vollständiger Zahlung der Liquidationsvorzugsrechte der Klasse A und des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse D sind die Inhaber der B Stammanteile (sollten sich diese Anteile zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befinden) zu einer Zahlung der B Nachhol-Stammanteile berechtigt, wobei diese Zahlung auf gleicher pro Anteile-Basis getätigt wird,

(iv) viertens, nach vollständiger Zahlung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A, des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse D und der B Nachhol-Stammanteile sind die Inhaber der E Vorzugsanteile (sollten sich diese Anteile zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befinden) zu einer Zahlung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse E berechtigt, wobei diese Zahlung auf gleicher pro Anteile-Basis getätigt wird,

(v) fünftens, wird der Überschuss anteilmäßig auf gleicher pro Anteile-Basis unter den Inhabern der A Vorzugsanteile, der A Stammanteile (sollten sich diese Anteile zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befinden), der B Stammanteile und der C Stammanteile verteilt.

5.9 Sollten im Falle einer Liquidation, Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft, die Vermögenswerte der Gesellschaft nicht ausreichen, um das A Liquidationsvorzugsrecht vollständig an alle Inhaber der A Vorzugsanteile auszuzahlen, werden die Vermögenswerte unter den Inhabern der A Vorzugsanteile verhältnismäßig proportional zu den vollen Beträgen verteilt, auf die sie sonst jeweils Anrecht hätten. Sollten die verbleibenden Vermögenswerte nach Auszahlung und Abrechnung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A zur vollständigen Auszahlung an alle Inhaber der D Vorzugsanteile des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse D nicht ausreichen, werden diese verbleibenden Vermögenswerte an die Inhaber der D Vorzugsanteile verhältnismäßig proportional zu den vollen Beträgen verteilt, auf die sie sonst jeweils Anrecht hätten. Sollten die verbleibenden Vermögenswerte nach Auszahlung und Abrechnung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A und der Klasse D zur vollständigen Auszahlung an alle Inhaber der B Stammanteile der B Nachhol-Stammanteile, nicht ausreichen, werden diese verbleibenden Vermögenswerte an die Inhaber der B Stammanteile verhältnismäßig proportional zu den vollen Beträgen verteilt, auf die sie sonst jeweils Anrecht hätten. Sollten die verbleibenden Vermögenswerte nach Auszahlung und Abrechnung des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse A und der Klasse D und der B Nachhol-Stammanteile zur vollständigen Auszahlung an alle Inhaber der E Vorzugsanteile des Liquidationsvorzugsrechts der Klasse E nicht ausreichen, werden diese verbleibenden Vermögenswerte an die Inhaber der E Vorzugsanteile verhältnismäßig proportional zu den vollen Beträgen verteilt, auf die sie sonst jeweils Anrecht hätten.

5.10 Sämtliche Dividenden (mit Ausnahme der an festen Terminen zahlbaren, laufenden Dividenden) und die A Vorzugsdividenden und die E Vorzugsdividenden, Stockdividenden oder Anteilsplits oder Anteilstückelungen werden in Bezug auf jede sich in Umlauf befindliches Anteil des Grundkapitals der Gesellschaft ausgezahlt oder auf gleiche Weise verwendet, wobei jedoch je nachdem die Stockdividenden, Anteilsplits und Anteilstückelungen mit den gleichen pro Anteile-Beträgen oder Verhältniszahlen für alle Grundkapitalklassen durchgeführt werden, jedoch in Anteile der gleichen Klasse als der, in der diese Dividende, dieser Split oder diese Stückelung ausgezahlt oder ausgeführt wird.

Für den Zweck des Artikels 5.,

Liquidationsvorzugsrecht der Klasse A bedeutet den Gesamtbetrag in Höhe von US \$ 117.527.000,00 (einhundert-siebzehn Millionen fünfhundertsiebenundzwanzigtausend U.S. Dollar) zusammen mit einem den Devisenrückständen und den Dividendenanfällen der Vorzugsdividenden der A Klasse entsprechenden Betrag, der auf das Datum der Kapitalrückzahlung zurückgerechnet wird und auszuzahlen ist, gleich ob die A Vorzugsdividende beschlossen oder ausgeschüttet wurde oder nicht, und zwar abzüglich jeglicher Erträge aus investiertem, wobei diese Ausschüttung auf einer gleichwertigen Grundlage pro Anteil erfolgt.

Liquidationsvorzugsrecht der Klasse D bedeutet den Ausgabepreis der Serie D pro Anteile in Höhe von 12,55 % des ausgezahlten Jahresertrages, der aus dem ursprünglichen Ausgabepreis der Serie D einschließlich des ursprünglichen Ausgabedatums, jedoch ausschließlich des Rentabilitätsdatums, aufgezinst wird, wobei diese Auszahlung auf gleicher pro Anteile-Basis vorgenommen wird.

Ausgabepreis der Serie D bedeutet das Bargeld von US \$ 2,065.21 pro D Vorzugsanteil.

B Nachhol-Stammanteil bedeutet den Gesamtbetrag in gleicher Höhe der Liquidationsvorzugsrecht der Klasse A.

Liquidationsvorzugsrecht der Klasse E bedeutet das Bargeld gleich dem Nennwert pro Anteil zusammen mit einem den Devisenrückständen und den Dividendenanfällen der Vorzugsdividenden der E Klasse entsprechenden Betrag, der auf das Datum der Kapitalrückzahlung zurückgerechnet wird und auszuzahlen ist, gleich ob die E Vorzugsdividende beschlossen oder ausgeschüttet wurde oder nicht, und zwar abzüglich jeglicher Erträge aus investiertem Kapital, wobei diese Ausschüttung auf einer gleichwertigen Grundlage pro Anteil erfolgt.

Art. 6. Zusammenlegung der A Vorzugsanteile, der B Stammanteile, der D Vorzugsanteile

6.1 Vorbehaltlich der Bestimmungen des 6. Artikels, können alle A Vorzugsanteile ohne weitere Maßnahmen seitens ihrer Inhaber und/oder der Inhaber der Stammanteile und gleich, ob diese Anteile repräsentierenden Zertifikate der Gesellschaft ausgehändigt wurden oder nicht, automatisch in A Stammanteile nach der Kapitaleinlage von Personen oder Körperschaften zusammengelegt werden, die nach dem ersten Emissionstag von A Vorzugsanteile keine angegliederten Unternehmen gemäß der in Artikel 4.2 dieser Satzung aufgeführten Definition, oder Gesellschafter, oder sonstige Anteilseigner der Gesellschaft sind (die qualifizierte Drittpartei), wobei (a), diese qualifizierte Drittpartei Stammanteile der Gesellschaft oder in Stammanteile umwandelbare Wertpapiere erwirbt (die Kapitaleinlage einer qualifizierten Drittpartei) und (b), die Bruttobarerlöse der Gesellschaft (vor durch diese Transaktionen entstehender/n Diskontierung, Provisionen, oder Gebühren), die sich auf (i) US \$ 60,000,000 (sechzig Millionen U.S. Dollar) oder (ii), 30 % (dreißig Prozent) des Marktpreises der Gesellschaft, der in gutem Glauben von der Mehrheit des Verwaltungsrates festgelegt wurde, belaufen oder überschreiten, wobei der höhere Betrag maßgeblich ist.

6.2 Die Inhaber der A Vorzugsanteile haben jederzeit das zwischen dem ersten und letztem Tag des Geschäftsjahres, das dem ersten Geschäftsjahr, in dem das Gesellschaftsnettoeinkommen (Definition siehe Artikel 5.7. der Satzung) nicht unter US \$ 9,000,000,00 (neun Millionen U.S. Dollar) liegt, ausübbare Recht, A Vorzugsanteile mit A Stammanteile zusammenzulegen (auch für diese Zwecke alle anfallenden und noch nicht bezahlten Dividenden).

6.3 Nach einer Zusammenlegung von A Vorzugsanteile und A Stammanteile, werden alle Verweise auf A Vorzugsanteile in diesen Artikeln (mit Ausnahme der Verweise in Artikel 5 und 6) als Verweise auf A Stammanteile ausgelegt. Alle A Anteile können mit A Stammanteile zusammengelegt werden, und zwar zum Verhältnis von 1 (einer) A Stammanteil zu einer A Vorzugsanteil, jedoch vorbehaltlich der hier vorgesehenen Angleichung. Die Zusammenlegung ist für sämtliche A Vorzugsanteile auszuführen, und kann nicht nur teilweise vorgenommen werden.

6.4 Die Inhaber der B Stammanteile haben jederzeit vorbehaltlich der Genehmigung des Board of Managers das Recht, ihre B Stammanteile ganz oder teilweise mit C Stammanteile zusammenzulegen. Die B Stammanteile können zu einem Verhältnis von 1 (eins) zu C Stammanteile zusammengelegt werden, jedoch vorbehaltlich der hier vorgesehenen Angleichung.

6.5 Die Mehrheit der Inhaber der D Vorzugsanteile hat das Recht jederzeit, und ohne besondere Maßnahmen seitens des Board of Managers oder der anderer Inhaber von D Vorzugsanteile, alle, aber nicht weniger als alle D Vorzugsanteile mit C Stammanteile zusammenzulegen (oder die Zusammenlegung zu verursachen). Jede D Vorzugsanteil wird automatisch und ohne irgendwelche erforderlichen Maßnahmen seitens ihrer Inhaber oder der Inhaber der Stammanteile, und ohne dass irgendwelche diese Anteile repräsentierenden Zertifikate der Gesellschaft zu übergeben sind oder nicht, mit nicht steuerpflichtigen C Stammanteile zusammengelegt und zwar nach Abschluss eines öffentlichen Kontrollwechsels (jede der Zusammenlegungen ist eine zwingende Zusammenlegung), wobei das früher stattfindende Ereignis maßgeblich ist. Die D Vorzugsanteile können mit C Stammanteile zusammengelegt werden, und zwar (i), nach Abwicklung eines IPO (Definition siehe weiter unten) oder (ii), zu einem Zusammenlegungsverhältnis von 1 (einer) C Stammanteil zu einer D Vorzugsanteil, jedoch vorbehaltlich der hier vorgesehenen Angleichung.

Für diese Zwecke bedeutet Kontrollwechsel (i) jede Transaktion, oder Serie an damit verbundenen Transaktionen (auch Fusionen, obligatorischer Umtausch, Konsolidierung oder jeder andere Geschäftszusammenschluss mit oder zu anderen Rechtsträgern oder andere ähnliche Transaktionen), die Folgendes je nachdem ergeben: (A), AOL Inc. und ihre angegliederten Unternehmen (gemeinsam AOL) sind nicht mehr billigkeitsrechtliche Eigentümer von insgesamt 30% des stimmberechtigten Anteilkapitals der Gesellschaft oder des durch die Transaktion entstanden Rechtsträgers (entweder direkt oder über eine Muttergesellschaft), und (B), eine Person (nicht AOL) zum wirtschaftlichen Eigentümer eines des stimmberechtigten Anteilkapitals der Gesellschaft oder des je nachdem durch die Transaktion entstanden oder des bei der Transaktion überlebenden Rechtsträgers wird (entweder direkt oder über eine Muttergesellschaft), und somit mehr Stimmen bei der Wahl der Managers als die Anzahl der Stimmen hat, die durch die Anteile des stimmberechtigten Anteilkapitals repräsentiert sind, oder je nachdem, der diese Transaktion überlebende oder des sich aus dieser ergebenden Rechtsträger, der der wirtschaftliche Eigentümer von insgesamt AOL ist, es sei denn, dass im Falle von (A) oder (B) AOL das Recht hat, direkt oder durch ihre angegliederten Unternehmen mindestens die Hälfte des Board of Managers der Gesellschaft zu bestimmen, oder (ii), den Verkauf, die Übertragung, das Leasing, die Abtretung, die Umschreibung, der Tausch, die hypothekarische Belastung, oder sonstige Verfügungen in einem oder einer Serie an damit verbundenen Rechtsgeschäften aller oder eines wesentlichen Teils aller Vermögenswerte der Gesellschaft und ihrer Töchter, mit Ausnahme des Gewährs dinglicher Sicherheitsrechte (jedoch einschließlich der diesbezüglichen Veräußerung) zur redlichen Finanzierung seitens der Gesellschaft oder ihrer Töchter des gesamten oder eines wesentlichen Teils des Aktivvermögens der Gesellschaft und ihrer Töchter; jedoch unter der Voraussetzung, dass Kontrollwechsel keine Transaktionen gemäß des Abkommens von und unter der Gesellschaft, den Inhabern von A Vorzugsanteile, einen Inhabern von einer Teil der B Stammanteile und gewissen angegliederten Körperschaften vom 16. März 2000 umfassen; und

IPO, vorbehaltlich der vorausgehenden Formänderung der Gesellschaft in einer Aktiengesellschaft, eine garantierte Erstemission und ein Verkauf von Stammanteile, woraufhin diese Anteile an international anerkannten Wertpapierbörsen oder in automatischen Notierungssystemen notiert oder gehandelt werden;

Öffentlicher Kontrollwechsel ein Rechtsgeschäft, das einen Kontrollwechsel zur Folge hat und bei dem die Inhaber von C Stammanteile oder von D Vorzugsanteile als volle oder teilweise Gegenleistung Wertpapiere einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Rechtsträgers erhalten, an international anerkannten Wertpapierbörsen oder in automatischen Notierungssystemen notiert und gehandelt werden, oder dort bei Empfang notiert und gehandelt werden;

6.6 Nach Zusammenlegung von aller oder von einem Teil der A Vorzugsanteile, der B Stammanteile oder der D Vorzugsanteile geben alle Inhaber dieser Anteile sofort ihr Zertifikat oder alle Zertifikate (certificat(s) de participation) am Gesellschaftssitz ab. Die Gesellschaft ist nicht gezwungen, Zertifikate auszugeben, die die Ausgabe von A Stammanteile oder C Stammanteile nachweisen, die nach dieser Zusammenlegung zu emittieren sind, es sei denn, die Zertifikate, die die A Vorzugsanteile oder B Stammanteile oder D Vorzugsanteile nachweisen, wurden wie oben beschrieben, der Gesellschaft ausgehändigt, oder die Inhaber setzten die Gesellschaft darüber in Kenntnis, dass die Zertifikate verloren gegangen sind, oder gestohlen, verstümmelt oder zerstört wurden, und sie ein für die Gesellschaft zufriedenstellendes Abkommen unterzeichnet, um die Gesellschaft gegen sämtliche Verluste, die im Zusammenhang mit diesen Zertifikaten entstanden schadlos zu halten. Daraufhin wird diesem Inhaber umgehend, und in seinem Namen, der aus ausgehändigten Zertifikate hervorgeht, ein oder mehrere Zertifikate für die Anzahl der A Stammanteile oder der C Stammanteile aus-

gestellt, mit denen die A Vorzugsanteile, B Stammanteile oder D Vorzugsanteile zu dem Tag zusammengelegt wurden, zu dem diese Zusammenlegung automatisch erfolgte.

6.7 (a) Wenn die auszugebenden A Stammanteile nach der Zusammenlegung der A Vorzugsanteile in eine gleiche oder eine andere Zahl an Anteile einer anderen Klasse oder anderer Klassen umgeändert werden sollte, gleich, ob durch eine Reklassifizierung oder durch Unterteilung oder Konsolidierung dieser Anteile, oder durch eine Stockdividende oder durch eine Bezugsrechtsemission, hat jeder Inhaber von A Vorzugsanteile in jedem Fall danach das Recht, diese Anteile mit der Art und dem Betrag von Anteile und anderen Wertpapieren oder bei diesem Ereignis noch als Eingang zu erwartendem Vermögen zusammenzulegen (einschließlich aller zurückbehaltenen A Stammanteile) durch Inhaber der Höchstanzahl von A Stammanteile, mit der diese A Vorzugsanteile umgehend vor diesem Ereignis hätten zusammengelegt werden können (gleich, ob diese Anteile zu diesem Zeitpunkt zusammengelegt worden waren oder nicht), wobei dies weiteren hier vorgeschriebenen Angleichungen unterliegt, oder sich auf andere Werte laut den hier aufgeführten Bedingungen bezieht.

(b) Wenn die zu emittierenden C Stammanteile nach der Zusammenlegung der D Vorzugsanteile in eine gleiche oder eine andere Anzahl an Anteile einer anderen Klasse oder anderer Klassen umgeändert werden sollte, gleich ob durch eine Reklassifizierung oder durch Unterteilung oder Konsolidierung dieser Anteile, oder durch eine Stockdividende oder durch eine Bezugsrechtsemission, hat jeder Inhaber von D Vorzugsanteile in jedem Fall danach das Recht, diese Anteile mit der Art und dem Betrag von Anteile und anderen Wertpapieren oder bei diesem Ereignis noch als Eingang zu erwartendem Vermögen zusammenzulegen (einschließlich aller zurückbehaltenen C Stammanteile) durch Inhaber der Höchstanzahl von C Stammanteile, mit der diese D Vorzugsanteile umgehend vor diesem Ereignis hätten zusammengelegt werden können (gleich, ob diese Anteile zu diesem Zeitpunkt zusammengelegt worden waren oder nicht), wobei dies weiteren hier vorgeschriebenen Angleichungen unterliegt, oder sich auf andere Werte laut den hier aufgeführten Bedingungen bezieht.

6.8 (a) Findet eine Kapitalreorganisation statt, die nicht in diesem Artikel 6 vorgesehen ist, wird diesbezüglich bestimmt, dass die Inhaber von A Vorzugsanteile dazu berechtigt sind, nach Zusammenlegung der A Vorzugsanteile die Anzahl an Anteile oder Wertpapieren oder anderer Sicherheiten oder anderes Eigentum der Gesellschaft zu erhalten, zu der ein Inhaber von A Stammanteile, die nach der Zusammenlegung dieser A Vorzugsanteile zu liefern sind, berechtigt wäre (gleich, ob diese Anteile zu diesem Zeitpunkt zusammengelegt waren oder nicht), jedoch vorbehaltlich der Angleichung in Bezug auf diese Anteile oder Sicherheiten gemäß der hier aufgeführten Bedingungen. In jedem Fall wird die angemessene Anpassung bei Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels 6 in Bezug auf die Rechte der Inhaber von A Vorzugsanteile nach einer Kapitalreorganisation zu dem Ausmaß vorgenommen, zu dem die Bestimmungen des Artikels 6 (einschließlich der Angleichung der Anzahl der nach der Zusammenlegung der A Vorzugsanteile zu emittierenden Anteile) nach dem Ereignis Anwendung finden (und fast genauso gleich wie auch gleich durchführbar sind).

(b) Im Falle einer Kapitalreorganisation, die nicht in diesem Artikel 6 vorgesehen ist, wird als Teil dieser Reorganisation vorgesehen, dass die Inhaber von D Vorzugsanteile danach nach der Zusammenlegung von D Vorzugsanteile dazu berechtigt sind, die Anzahl an Anteile oder anderen Werten oder Eigentum der Gesellschaft zu erhalten, zu der ein Inhaber einer Anzahl von C Stammanteile, die nach der Zusammenlegung dieser D Vorzugsanteile zu liefern wären, berechtigt gewesen wäre (gleich, ob diese Anteile zu diesem Zeitpunkt zusammengelegt worden waren oder nicht), jedoch vorbehaltlich der Angleichung in Bezug auf die Anteile oder Werte gemäß den hier aufgeführten Bedingungen. In jedem Fall wird die angemessene Anpassung bei Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels 6 in Bezug auf die Rechte der Inhaber von D Vorzugsanteile nach einer Kapitalreorganisation zu dem Ausmaß vorgenommen, zu dem die Bestimmungen des Artikels 6 (einschließlich der Angleichung der Anzahl der nach der Zusammenlegung der A Vorzugsanteile zu emittierenden Anteile) nach dem Ereignis Anwendung finden (und fast genauso gleich wie auch gleich durchführbar sind).

6.9 Eine Generalversammlung der Anteilseigner findet statt um den nötigen Abänderungen dieser Satzung zuzustimmen, die durch die Umwandlung der A Vorzugsanteile, der B Stammanteile und D Vorzugsanteile und einschließlich die Ausgabe von weiteren Anteile der Gesellschaft bedingt sind.

6.10 E Vorzugsanteile sind nur nach Wahl der Gesellschaft gemäß in aufgeführten Umständen zusammenlegbar gemäß dieses Schriftstücks.

Art. 7. Rückkauf von Anteilen / Erwerb.

7.1 Die Gesellschaft kann:

- Anteile emittieren, die rückzahlbar oder rückzahlbarpflichtig nach Wahl der Gesellschaft oder der Anteilseigner sind, und zwar entsprechend der Bedingungen und in einer Art und Weise, die von der Gesellschaft bei der Generalversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft (durch einen qualifizierten Mehrheitsbeschluss der Gesellschaft) auf Empfehlung der Managers festgelegt wurden; und

- eigene Anteile (einschließlich rückzahlbarer Werte und ohne Erwerbspflicht auf anteilmäßiger Basis zwischen den Anteilseignern oder den Anteilseignern einer gleichen Klasse) rückkaufen und diese zu annullieren oder sie als Schatzakten halten.

7.2 Die Gesellschaft hat die Wahl den Rückkaufpreis durch eine Barzahlung oder durch eine Zahlung in Form von Sacheinlagen oder durch eine Kombination aus beiden zu bezahlen, gemäß den Bedingungen die von den Anteilseigner der Gesellschaft bestimmt wurden.

7.3 Die Rückzahlung wird durch Beschluss über die Bedingungen der Generalversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft die entsprechend der Abänderungen der Satzung und gemäß diesem Artikel 7 berät.

Art. 8. Anteilsregister - Zertifikate.

8.1 Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

8.2 Am Gesellschaftssitz wird ein Anteilsregister geführt, das jedem Anteilseigner zur Einsicht offensteht. Das Eigentum an einer Anteile wird durch die Eintragung in das genannte Register begründet.

8.3 Die Zertifikate dieser Eintragungen werden von einem Abreiberegister genommen, und von einem Manager der Gesellschaft unterschrieben.

8.4 Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Anteil an. In Fällen, in denen ein Anteil von mehr als einer Person gehalten wird, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der diesbezüglichen Rechte vorübergehend auszusetzen, bis nur eine Person ihr gegenüber als alleiniger Inhaber bezeichnet ist.

Verwaltung - Beaufsichtigung

Art. 9. Ernennung und Abberufung der Manager.

9.1 Die Gesellschaft wird von einem Board of Managers verwaltet, der aus mindestens vier Mitgliedern besteht, welche Anteilseigner der Gesellschaft sind oder nicht, die von der Generalversammlung für eine zu erneuernde Amtszeit gewählt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten kann. Das Board of Managers hat das Recht weitere Managers zur Ernennung vorzustellen, welche, wenn sie von der Generalversammlung ernannt wurden, Mitglied des Board of Managers werden. Die Managers können zu jeder Zeit und ad nutum auf Empfehlung einer Mehrheit aller der Anteilseigner, stimmen als eine einzige Vorzugsanteile.

9.2 Zurücktretende Mitglieder des Board of Managers sind wieder wählbar.

9.3 Wird im Board of Managers eine Stelle durch Sterbefall, Zurücktreten oder durch andere Umstände frei, so berufen die verbleibenden Managers, so schnell wie möglich, die Generalversammlung ein, den neuen Manager zu ernennen.

9.4 Der Board of Managers handelt im Einklang mit den internen Vorschriften und Regelungen, (die Internen Vorschriften und Regelungen), so wie sie in seiner ersten Versammlung festgelegt worden sind, und wie sie später, durch einen Beschluss des Board of Managers abgeändert und ergänzt werden. Die Internen Vorschriften und Regelungen verpflichten alle Gesellschaftsorgane.

Art. 10. Sitzungen und Beschlüsse des Board of Managers.

10.1 Der Board of Managers kann innerhalb seiner Mitglieder einen Vorsitzenden des Board of Managers bestimmen. Später kann er einen Schriftführer wählen, der kein Mitglied des Board of Managers zu sein braucht, und der die Aufgabe hat, die Sitzungsprotokolle des Board of Managers zu verwalten.

Der erste Vorsitzende (wenn vorhanden) des Board of Managers wird von der Generalversammlung ernannt.

Der Vorsitzende (wenn vorhanden) des Board of Managers führt bei allen Generalversammlungen der Anteilseigner und Versammlungen des Board of Managers den Vorsitz.

10.2 Die Sitzungen des Board of Managers können vom Vorsitzenden des Board of Managers (wenn vorhanden) oder von irgendwelche zwei Managers einberufen werden.

Die Mitglieder des Board of Managers werden einzeln zu jeder Sitzung des Board of Managers eingeladen. Außer in Notfällen, welche in der Einladung angemerkt werden, oder mit dem vorherigen Einverständnis all derjenigen die berechtigt sind beizuwohnen, wird mindestens zwei Kalendertage vor der Sitzung eine schriftliche Ankündigung der Sitzungen des Board of Managers herausgegeben.

Die Sitzung des Board of Managers wird auch in Abwesenheit einer vorhergehenden Einladung ordnungsgemäß abgehalten, wenn alle Mitglieder des Board of Managers ordnungsgemäß anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Sitzungen des Board of Managers finden an dem Ort, zu dem Termin, und zu der Uhrzeit statt, die in der Einladung angegeben ist. Die Sitzungen des Board of Managers werden in Luxemburg abgehalten.

Auf diese Einladung kann mit der Zustimmung jedes einzelnen Mitglieds des Board of Managers schriftlich, per Fax oder Telegramm oder Telex verzichtet werden. Für Sitzungen des Board of Managers, die zu Terminen und an Orten abgehalten werden, die in einem Arbeitsplan, der vorher durch Beschluss des Board of Managers angenommen worden ist, ist keine separate Einladung erforderlich.

Jeder Mitglieder des Board of Managers kann an jeder Sitzung des Board of Managers teilnehmen, in dem es schriftlich, durch Telefax oder durch Telegramm oder durch Telex, ein anderer Manager als seinen Bevollmächtigten ernennen.

Ein Mitglied des Board of Managers kann mehr als einen der anderen Mitglieder des Board of Managers vertreten.

Jedes Mitglied des Board of Manager kann an einer Sitzung des Board of Managers, per Telefon oder Video-Konferenzschaltung oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Personen erlaubt, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung, und die Sitzung wird als in Luxemburg abgehalten erachtet.

10.3 Rundbeschlüsse, die von allen Mitgliedern des Board of Managers unterzeichnet sind, sind genauso gültig und genauso bindend, wie wenn die Sitzung ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre. Solche Unterschriften

können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines jeden Beschlusses erscheinen, und können per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden.

10.4 (a) Drei Mitglieder des Board of Managers bilden das nötige Quorum. Wenn dieses Quorum eine Stunde vor der Sitzung des Board of Managers nicht existiert, wird die Sitzung des Board of Managers zur gleichen Uhrzeit und am gleichen Ort sieben Kalendertage später erneut einberufen. In der erneut einberufenen Sitzung des Board of Managers bilden das anwesende Mitglied des Board of Managers oder die anwesenden Mitglieder des Board of Managers unabhängig von ihrer Klasse, außer im Falle der höheren Gewalt, ein Quorum. In der neuen Einberufung zu einer Sitzung des Board of Managers wird vermerkt, dass es sich um eine erneut einberufene Sitzung des Board of Manager handelt, und dass sie, ungeachtet des anwesenden Quorums, abgehalten werden kann.

(b) Um zu bestimmen, ob das nötige Quorum für die von den Mitgliedern des Board of Managers getätigten Geschäftsabschlüsse gebildet ist:

- im Fall eines Beschlusses, der von den Mitgliedern des Board of Managers, die miteinander in telefonischer Verbindung durch Konferenzschaltungsvorrichtungen oder anderen Vorrichtungen stehen, die den teilnehmenden Mitgliedern des Board of Managers es erlauben, sich gegenseitig zu hören, gefasst wird, werden diese Mitglieder des Board of Managers im Quorum gezählt und jeder auf diese Weise getroffene Beschluss ist genauso gültig und genauso bindend, als ob die Sitzung des Board of Managers ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre;

- im Fall einer Sitzung des Board of Managers wird jedes Mitglied des Board of Manager, das sich in telefonischer Verbindung mit einer solchen Sitzung befindet, zusätzlich zu den bei der Sitzung anwesenden Mitgliedern des Board of Managers dem Quorum hinzugerechnet und es ist zur Stimmabgabe berechtigt.

10.5 Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Mitglieder des Board of Managers oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ein persönliches Interesse haben oder dort Mitglied des Board of Managers/Directors, Anteilseigner, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Mitglied des Board of Managers und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der als Mitglied des Board of Managers, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft, Firma oder anderen Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

10.6 Jeder Beschluss verlangt die Zustimmung der Mehrheit Mitglieder des Board of Managers.

10.7 Vorbehaltlich Artikel 5., kann der Board of Managers kumulativ zu erfüllenden Bedingungen, eine Interimsdividende verkünden:

- die Gesellschaft ist nicht mit einer Satzungsbestimmung hinsichtlich der Rechte der Inhaber der A Vorzugsanteile, der D Vorzugsanteile oder der E Vorzugsanteile in Verzug geraten;

- Interimsdividenden können nur zum von luxemburgischen Gesellschaftsgesetz erlaubten Ausmaß beschlossen werden;

- diese Dividenden sind aus dem verteilbaren kumulativen Nettogewinn auszuzahlen, (und kumulativer Nettogewinn bedeutet angesammelter Nettogewinn abzüglich angesammelter Nettoverlust);

- der Betrag des Arbeitskapitals der Gesellschaft darf umgehend nach Auszahlung dieser Dividenden nicht unter EUR 10.000.000,00 (zehn Millionen Euro) fallen; und

- laut der Bedingungen von Kreditvereinbarungen, Schuldgarantien oder Verpflichtungen gerät die Gesellschaft nicht in Verzug.

Art. 11. Protokolle des Board of Managers.

11.1 Über die Beschlüsse des Board of Managers werden Protokolle geführt, die in ein Spezialregister eingetragen werden und die von dem Vorsitzenden des Board of Managers (wenn vorhanden) und einem Mitglied des Board of Managers unterschrieben. Die Bevollmächtigungen werden dem Spezialregister angeheftet.

11.2 Die Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in Prozessen oder anderswo vorgelegt werden können, werden von dem Vorsitzenden des Board of Managers und einem Mitglied des Board of Managers unterschrieben.

Art. 12. Befugnisse des Board of Managers - Entschädigungen.

12.1 Der Board of Managers ist im weitesten Sinne dazu befugt, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche dem Interesse der Gesellschaft dienen. Der Board of Managers ist für sämtliche Befugnisse verantwortlich, die nicht ausdrücklich dem luxemburgischen Gesellschaftsgesetz oder der Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

12.2 Der Ausdruck Direktor oder leitender Angestellter oder Direktore und leitende Angestellte bedeutet (nur zu Zwecken dieses Artikels) ein jeder Direktor oder ein jeder leitender Angestellter der Gesellschaft ordnungsgemäß ernannt oder von der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat ordnungsgemäß gewählt und ein jeder Direktor oder leitender Angestellter einer direkten oder indirekten Tochtergesellschaft ordnungsgemäß ernannt oder von der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat einer solchen Tochtergesellschaft ordnungsgemäß gewählt.

Die Gesellschaft wird, soweit dies das luxemburgische Recht erlaubt, jeden Direktor oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen (einschließlich Anwaltgebühren, Gerichtskosten und Kosten im Falle einer Schlichtung) freihalten, die von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchen er aufgrund seiner Stellung als Direktor oder leitender Angestellter der Gesellschaft (oder einer Tochtergesellschaft der Gesellschaft wie oben beschrieben) beteiligt ist. Ungeachtet des Vorstehenden, sind die jetzigen oder die ehemaligen Direktore oder leitende Angestellte nicht zu Schadensersatz berechtigt (i) in Falle einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder eines Verfahrens die gegen ihn auf Antrag der Gesellschaft (oder einer Tochtergesellschaft wie oben beschrieben) erhoben oder gestellt worden sind, oder (ii) in Fällen in denen er auf Grund von Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaften endgültig verurteilt wird, oder (iii) in Fällen wo er die Gesellschaft nicht unvorzüglich von den Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren benachrichtigt hat. Desweiteren hängt die Entschädigung der Anwaltgebühren von einer vorhergehenden Zustimmung der Ernennung des Anwaltes oder den Anwaltern und von einer vorhergehenden Zustimmung der Gesellschaft der Bedingungen der Schlichtung ab. Das vorstehende Recht Für Entschädigung sowie in diesem Artikel beschrieben schließt nicht andere Rechte zu denen ein Direktor oder ein Vorstehender Angestellter berechtigt sein kann.

Art. 13. Übertragung von Befugnissen.

13.1 Der Board of Managers kann einen Teil seiner Befugnisse, gemäß der vom Board of Managers beschlossenen internen Vorschriften und Regelungen an einen oder mehrere seiner Mitglieder übertragen. Für endgültige Geschäftsabschlüsse kann der Board of Managers späterhin Bevollmächtigte ernennen und diese zu jeder Zeit von ihrem Amt entheben.

13.2 Der Board of Managers kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft gemäß der vom Board of Managers beschlossenen internen Vorschriften und Regelungen, einem Verwalter anvertrauen, der den Titel Chief executive officer (der Chief Executive Officer) trägt. Die Übertragung zu Gunsten eines der Mitglieder des Board of Managers bedarf einer vorherigen Erlaubnis seitens der Generalversammlung der Anteilseigner.

13.3 Der Board of Managers hat später die Möglichkeit, nach seinem freien Ermessen zu entscheiden, eine ausführende Körperschaft (die Group Executive Management oder GEM) zu gründen, die die Geschäftsführung der Gesellschaft und ihrer wesentlichsten Tochtergesellschaften festsetzt und koordiniert. Die GEM wird vom Chief Executive Officer präsiert und handelt im Einklang mit den internen Vorschriften und Regelungen.

13.4 Dritten gegenüber wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift zwei Managers oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift aller Personen, denen der Board of Managers diese Zeichnungsbefugnisse überträgt, verpflichtet, aber nur innerhalb der Limits dieser Ermächtigungen.

Trotz dieser Befugnisübertragung ist jeder einzelne Vertrag, dessen Hauptbetrag EUR 2.500.000 (zwei Millionen fünf hundert tausend Euro) überschreitet, der Zustimmung des Board of Managers gemäß den Bestimmungen des Artikels 11.6 der Satzung unterlegen. Der einzige und rechtswirksame Verwaltungsort ist Luxemburg. Alle Verwaltungstätigkeiten werden in Luxemburg ausgetragen.

Art. 14. Abschlussprüfer. Gemäß des Artikels 200 des Gesellschaftsgesetzes, muss die Gesellschaft die Aufsicht einem Prüfern übertragen wenn sie mehr als 25 Anteilseigner umfasst. Der Abschlussprüfer muss, wenn die Ausnahme des Artikels 256 (2) des Gesellschaftsgesetzes nicht angewendet werden kann, ernannt werden.

Generalversammlung

Art. 15. Befugnisse der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß bestellte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Anteilseigner der Gesellschaft. Sie verfügt über Befugnisse, die ihr das luxemburgischen Gesellschaftsgesetz und die Satzung erteilen.

Art. 16. Jährliche Generalversammlung - Andere Generalversammlungen.

16.1 Die jährliche Generalversammlung wird jährlich am Gesellschaftssitz abgehalten, oder an jedem anderen Ort, der sich in derjenigen örtlichen Gebietskörperschaft befindet, in der der Gesellschaftssitz eingetragen ist, und der oder die in der Einladung angegeben ist.

16.2 Andere Generalversammlungen können an den Orten und zu den Zeiten abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung angegeben sind.

Art. 17. Verfahrensweise, Wahlen.

17.1 Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Board of Managers, und wenn außergewöhnliche Umstände dies verlangen, zweier zusammen handelnder Mitglieder des Board of Managers zusammen.

Eine Generalversammlung wird jedesmal dann einberufen, wenn dies von einer Anteilseignergruppe anverlangt wird, die mindestens ein Fünftel des gezeichneten Kapitals darstellen. In diesem Fall müssen diese Anteilseigner die Tagesordnung angeben und der Board of Managers ist verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen, so dass diese Versammlung innerhalb eines Monats nach diesem Ersuchen abgehalten werden kann.

17.2 Die Anteilseigner halten eine Versammlung auf eine Einladung ab, die mindestens acht Kalendertage vor der Generalversammlung durch eingeschriebenen Brief versandt wurde.

In jeder Einladung wird die Tagesordnung der Generalversammlung aufgeführt.

Sofern sämtliche Anteilseigner anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne Einladung stattfinden.

Soweit es das Gesetz erlaubt, können die Beschlüsse der Anteilseigner im Umlaufverfahren gültig gefasst werden, indem sie von allen Anteilseignern unterzeichnet werden. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines jeden Beschlusses erscheinen, und können per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden.

17.3 Ein Anteilseigner kann an jeder Generalversammlung teilnehmen, indem er sich schriftlich oder durch Telefax, Kabel, Telegramm oder Telex, durch eine Vollmacht an eine andere Person, die nicht Anteilseigner zu sein braucht, vertreten lässt.

Der Board of Managers bestimmt alle anderen Bedingungen, die erfüllt sein müssen, um an einer Generalversammlung teilzunehmen.

17.4 Vorbehaltlich des Artikel 5, jedes Anteil verleiht ihrem Inhaber eine Stimme.

17.5 Es werden Transaktionen bei Generalversammlungen nur dann vorgenommen, wenn ein Quorum zum Zeitpunkt vorhanden ist, zu dem die Versammlung in die Tagesordnung eintritt. Die persönlich anwesenden oder in Stellvertretung anwesenden Anteilseigner, die mehr als fünfzig Prozent des emittierten und in Umlauf befindlichen Kapitals der Gesellschaft darstellen, sind ein Quorum unter der Voraussetzung, dass einer der Anteilseigner, der mindestens ein A Vorzugsanteil hält. Sollte kein Quorum innerhalb von 30 Minuten nach der anberaumten Versammlungszeit existieren, wird die Versammlung vertagt und 10. Kalendertage nach der ursprünglichen Versammlung erneut an den Anteilseignern per einberufen. Entscheidungen sollen dann

17.6 Bevor die Verhandlungen anfangen, ernennt der Vorsitzende der Generalversammlung, der der Vorsitzende des Board of Managers (wenn vorhanden) ist, außer wenn er nicht teilnehmen kann, einen Schriftführer, und die Anteilseigner ernennen einen Stimmzähler. Der Vorsitzende der Generalversammlung, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden das Versammlungskomitee.

Ein Mitglieder des Board of Managers ist dazu berechtigt, zu jeder einzelnen Generalversammlung der Anteilseigner jeder Klasse eine Einladung zu erhalten, ihr beizuwohnen und das Wort zu ergreifen.

Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Versammlungskomitee und vom jedem Anteilseigner, der dies wünscht, unterzeichnet.

In Fällen, in denen die Beschlüsse der Generalversammlung zu beglaubigen sind, werden Kopien und Auszüge, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden, vom Vorsitzenden des Board of Managers (wenn vorhanden), oder von einem Mitglied des Board of Managers unterzeichnet.

17.7 Außer wenn anderweitig von der Satzung oder vom luxemburgischen Gesellschaftsgesetz vorgesehen, wird jeder Beschluss mit der Zustimmung der Mehrheit der Klasse A Anteile und der Mehrheit der Klasse B Anteile, die zusammen abstimmen als ein einziges Vorzugsanteil, und der allgemeinen Mehrheit aller Anteilseignern gefasst, die der Anspruch um zu stimmen haben.

17.8 Außer was beim Recht vorausgesetzt ist, keine separate Zustimmung oder Billigung bei der hervorragenden B Stammanteile, stimmen zusammen als ein einziges Vorzugsanteil, unter das Recht oder diese Satzung, für irgendwelche Entscheidung oder Aktion bei der Gesellschaft.

17.9 Solange die D Vorzugsanteile sich in Umlauf befinden und solange nichts Anderweitiges gesetzlich vorgeschrieben wird, ist die Stimme der Inhaber von mindestens einer Mehrheit der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen D Vorzugsanteile, die gemeinsam als eine einzige Klasse wählen, zur Durchführung des Folgenden erforderlich:

(a) eine Abänderung dieser Artikel (auch nach Unternehmenszusammenschlüssen, Konsolidierungen oder eines vorgeschriebenen Anteilumtauschs, die/der keinen Kontrollwechsel darstellen), die die Rechte, Vorlieben, Privilegien oder Berechtigungen der D Vorzugsanteile nachteilig beeinflusst;

(b) eine Abänderung dieser Artikel (auch nach Unternehmenszusammenschlüssen, Konsolidierungen oder eines vorgeschriebenen Anteilumtauschs, die/der keinen Kontrollwechsel darstellen), die die Rechte der D Vorzugsanteile diskriminierend in Hinsicht auf das Grundkapital der Gesellschaft nachteilig beeinflusst;

(c) sämtliche Emissionen, Garantien oder sonstige Aufnahme von Krediten seitens der Gesellschaft oder Töchter (einschließlich der Aufnahme von Krediten in Zusammenhang mit dem Erwerb von Vermögenswerten oder Geschäften und der Kreditschulden für ein erworbenes Geschäft, die umgehend nach dem Erwerb ausstehen) in einem Gesamtkapitalbetrag, dessen Gesamtsumme im Falle einer Zusammenlegung mit dem Gesamtliquidationswert aller Erlaubten Bevorzugten Vorzugsanteile (Definition siehe weiter unten) US \$ 1,5 Milliarde (eine Milliarde fünfhundert Millionen US Dollar) überschreitet (Erlaubte Neuverschuldung), jedoch ausschließlich einer Verschuldung von 115 Millionen EURO laut dem von der Gesellschaft, AOL Bertelsmann Online L.P., AOL Bertelsmann Online GMBH & Co. KG, Compuserve Interactive Services Ltd., den Banken (Definition, siehe dieses Schriftstück) und dem Agenten (Definition, siehe dieses Schriftstück) abgeschlossenen Kreditabkommen vom 14. März 2000, einschließlich der/des gänzlichen oder teilweisen von Zeit zu Zeit getätigten Abänderungen, Neuformulierungen, Modifikationen, Erneuerungen, Ersatzes, oder Neufinanzierungen (wobei es gleich ist, ob diese mit dem ursprünglichen Verwaltungsagenten und den ursprünglichen Darlehensgebern oder sonstigen Verwaltungsagenten oder Agenten oder sonstigen Darlehensgebern durchgeführt wurden); oder

(d) die Emission von Anteile einer neuen Klasse oder Serie von Vorzugsanteile die prioritätsmäßig den D Vorzugsanteile nach einer Liquidation, Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft bevorzugt werden, oder die Emission zusätzlicher A Vorzugsanteile, die in beiden Fällen einen Liquidationswert oder sonstigen angegebenen bei der Liquidation fälligen Wert haben (auch für diesen Zweck der noch nicht bezahlten und fälligen Dividenden), die auf den zum Zeitpunkt der Emission gültigen Währungsumtumsätzen basieren, wenn sie mit dem Gesamtkapitalbetrag aller Erlaubten Neuverschuldung kombiniert wird, und den Gesamtbetrag von US \$ 1,5 Milliarde (eine Milliarde fünfhundert Millionen US Dollar) überschreitet (Erlaubte Bevorzugte Vorzugsanteile).

17.10 Solange sich E Vorzugsanteile in Umlauf befinden, ist die Stimme oder die schriftliche Zustimmung der Inhaber von zumindest der Mehrheit der zu diesem Zeitpunkt sich in Umlauf befindlichen E Vorzugsanteile, die gemeinsam als eine einzige Klasse wählen, zur Durchführung des Folgenden erforderlich:

(a) die Abänderung dieser Artikel (auch nach Unternehmenszusammenschlüssen, Konsolidierungen oder eines vorgeschriebenen Anteilswechsels) beeinflusst die Rechte, Vorlieben, Privilegien oder Berechtigungen der E Vorzugsanteile auf nachteilige Weise;

(b) die Abänderung dieser Artikel (auch nach Unternehmenszusammenschlüssen, Konsolidierungen oder eines vorgeschriebenen Anteilswechsels) beeinflusst die Rechte der E Vorzugsanteile diskriminierend in Hinsicht auf alle anderen Klassen des Grundkapitals der Gesellschaft auf nachteilige Weise;

(c) die Emission zusätzlicher E Vorzugsanteile seitens der Gesellschaft.

Mit Ausnahme des in Artikel 17.10 Aufgeführten, ist keine separate Abstimmung oder sonstige Genehmigung seitens der Inhaber der sich in Umlauf befindlichen E Vorzugsanteile, die gemeinsam als eine einzelne Klasse wählen, laut des Gesetzes oder der Bestimmungen dieses Artikels für einen Beschluss der Anteilseigner oder sonstiger Maßnahmen seitens der Gesellschaft erforderlich.

Geschäftsjahr - Bilanz - Ausschüttungen

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1 Januar eines jeden Jahres und endet am 31 Dezember des darauffolgenden Jahres mit Ausnahme des dritten Geschäftsjahres, das am 1 Juli beginnt und am 31 Dezember endet.

Art. 19. Bilanz.

19.1 Am Ende jedes Geschäftsjahres stellt der Board of Managers eine Bilanz der Gesellschaft entsprechend der gesetzlichen Vorschriften auf.

19.2 Mindestens einen Monat vor der jährlichen Generalversammlung legt der Board of Managers die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft mit einem Bericht über die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und anderen Dokumenten, wie gesetzlich vorgeschrieben, den Wirtschaftsprüfern (wenn vorhanden) vor, die ihrerseits der Generalversammlung Bericht erstatten.

19.3 Zwei Wochen vor der jährlichen Generalversammlung werden die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, der Bericht des Board of Managers und der Bericht des Wirtschaftsprüfers (wenn vorhanden) am Gesellschaftssitz abgegeben, wo sie für jeden Anteilseigner während den normalen Geschäftszeiten zur Einsicht bereitstehen.

Art. 20. Ausschüttungen.

20.1 Das Guthabensaldo auf der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abrechnung der Kosten, der sozialen Abgaben, der Abschreibungen und der Rückstellungen für laufende und zukünftige Risiken, die vom Board of Managers bestimmt wurden, stellt den Nettogewinn dar.

20.2 Es werden jährlich fünf Prozent des Reingewinnes auf die Seite gebracht, um die gesetzlich vorgeschriebenen Reservefonds zu bilden. Dieser Vorabzug ist zu dem Zeitpunkt nicht mehr obligatorisch, wenn der Reservefonds zehn Prozent des Stammkapitals ausmacht.

20.3 Die Differenz der verteilbaren Gewinne der Gesellschaft nach Ausschüttung der A Vorzugsdividenden wird vollkommen ausgeschüttet, solange die Generalversammlung nichts Anderweitiges vorsieht.

20.4 Auszahlbare Dividenden werden innerhalb der von der Generalversammlung vorgesehenen Limits, zu dem vom Board of Managers festgelegten Termin und Ort ausgeschüttet.

20.5 Der Board of Managers ist dazu ermächtigt, Interimsdividenden innerhalb der vom luxemburgischen Gesellschaftsgesetz vorgesehenen Limits vorzunehmen.

20.6 Die Generalversammlung kann die Entscheidung treffen, die Gewinne und die verteilbaren Reserven für eine Rückzahlung des Kapitals zu verwenden, ohne dabei das Stammkapital zu verringern.

Auflösung - Liquidation

Art. 21. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch eine Entscheidung der Generalversammlung, die sich in der in Artikel 17.7 der Satzung vorgeschriebenen Art und Weise berät, aufgelöst werden.

Art. 22. Liquidation. Wird die Gesellschaft aufgelöst, legt die Generalversammlung, die sich in der in Artikel 17.7 der Satzung vorgeschriebenen Art und Weise berät, eine Liquidationsmethode fest, ernennt einen oder mehrere Liquidatoren und bestimmt ihre Befugnisse.

Art. 23. Allgemeine Bestimmungen. Alle nicht durch diese Satzung geregelten Punkte werden im Einklang mit den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes festgelegt."

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Erteilung der nötigen Vollmachten an jeden Anwalt und Angestellten von Allen & Overy Luxembourg zur Erledigung aller Formalitäten in Bezug auf die Neuerfassung der Satzung gegenüber dem luxemburgischen Handelsregister sowie die Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C und, generell, um alle Formalitäten, die zur Umsetzung der Beschlüsse drei und vier notwendig und hilfreich sind, vorzunehmen.

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstigen Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftskapitalerhöhung entstehen, belaufen sich ungefähr auf EUR 2.000,-.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit klar, dass auf Wunsch der erschienenen Parteien, das vorliegende Dokument auf Englisch erstellt wurde und dass, auf Wunsch der selben Parteien, auch eine deutsche Version erstellt worden ist. Falls Unterschiede zwischen dem deutschen und dem englischen Text bestehen, hat die englische Version Vorrang.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vertreter der Parteien, hat derselbe Vertreter zusammen mit dem amtierenden Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. LEDAIN SANTIAGO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 mars 2012. Relation: LAC/2012/11165. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. März 2012.

Référence de publication: 2012033286/1247.

(120043698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2012.

Socom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 49.898.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi 10 mai 2012 à 10.00 heures au siège de la société à Foetz, 10, rue du Commerce, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice clôturé au 31.12.2011;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé de la société;
5. Modification au sein du conseil d'administration;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012047994/561/19.

Barclays Capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 118.212.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2012.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2012036558/14.

(120049480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

**TS Handel Abbruch Sanierung Entsorgung S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TKDZ Handel, Abbruch, Sanierung und Entsorgung, Gesellschaft mit beschränkter Haftung).**

Siège social: L-6648 Wasserbillig, 11, rue des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 9.417.

Im Jahre zwei tausend zwölf.

Den neunzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herrn Thomas MESEKE, Bauleiter, wohnhaft in D-42349 Wuppertal, Paulusenstrasse, 40.

Welcher Komparent erklärte dass er der alleinige Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „TKDZ Handel, Abbruch, Sanierung und Entsorgung, Gesellschaft mit beschränkter Haftung“ ist, mit Sitz in L-6633 Wasserbillig, 37AB, route de Luxembourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 9.417 (NIN 19702400387).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde unter der Bezeichnung DOLOMITHARTSTEINWERK WASSERBILLIG, Gesellschaft mit beschränkter Haftung gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Pierre METZLER mit dem damaligen Amtssitz in Grevenmacher am 12. Januar 1970, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 77 vom 8. Mai 1970, und abgeändert wurde wie folgt:

- gemäß Urkunden aufgenommen durch denselben Notar Pierre Metzler am 28. September 1970, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 209 vom 18. Dezember 1970, und am 11. Juli 1974, nicht veröffentlicht, sowie am 2. Juli 1976, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 199 vom 23. September 1976,

- gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph Gloden im Amtssitz in Grevenmacher am 25. Oktober 1985, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 367 vom 12. Dezember 1985,

- gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul Frieders im Amtssitz in Luxemburg am 26. April 1995, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 392 vom 17. August 1995,

- gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean Seckler im Amtssitz in Junglinster am 2. März 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 916 vom 24. Oktober 2001,

- gemäß Gesellschafterbeschluss unter Privatschrift vom 13. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 526 vom 4. April 2002,

- gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 11. Juli 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 852 vom 20. August 2003,

- sowie gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. Januar 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 734 vom 27. April 2007.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) beläuft, eingeteilt in (5) Anteile von je zwei tausend fünfhundert Euro (EUR 2.500,-) alle Herrn Thomas MESEKE, Bauleiter, wohnhaft in D-42349 Wuppertal, Paulussenstrasse 40, zugeteilt.

- gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 13. Oktober 2004, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1297 vom 17. Dezember 2004,

Alsdann ersuchte der Komparent den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt die Gesellschaftsbezeichnung in „TS Handel Abbruch Sanierung Entsorgung S.à r.l.“ umzuändern und Artikel 2 wie folgt umzuändern:

„ **Art. 2.** Die Gesellschaft besteht unter der Bezeichnung „TS Handel Abbruch Sanierung Entsorgung S.à r.l.“

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt den Sitz der Gesellschaft von L-6633 Wasserbillig, 37AB, route de Luxembourg nach L-6648 Wasserbillig, 11, rue des Sports zu verlegen und demgemäß den ersten Satz von Artikel 3 der Statuten wie folgt abzuändern:

„ **Art. 3. (Erster Satz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Mertert.“

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter legt die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6648 Wasserbillig, 11, rue des Sports.

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt Herrn Winfried MESEKE als Geschäftsführer der Gesellschaft abzubufen. Demzufolge ändert der alleinige Gesellschafter die Zeichnungsberechtigung der Gesellschaft wie folgt um:
Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die Unterschrift des jetzigen alleinigen Geschäftsführers Herrn Thomas MESEKE rechtsgültig vertreten und verpflichtet.

Fünfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt seine Adresse als Gesellschafter sowie als Geschäftsführer der Gesellschaft wie folgt umzuändern:

Herr Thomas MESEKE, Bauleiter, wohnhaft in D-54317 Morscheid, Im Kirtel, 15a.

Sechster Beschluss

Aufgrund des vorherigen Beschlusses beschließt der alleinige Gesellschafter Artikel 6 der Statuten wie folgt umzuändern:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) aufgeteilt in fünf (5) Anteile von je zwei tausend fünfhundert Euro (EUR 2.500,-) alle dem alleinigen Gesellschafter Herrn Thomas MESEKE, Bauleiter, wohnhaft in D-54317 Morscheid, Im Kirtel, 15a, zugeteilt.“

WORÜBER URKUNDE Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. MESEKE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 21 mars 2012. Relation: ECH/2012/493. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 27. März 2012.

Référence de publication: 2012036995/79.

(120049139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

ESO Management (Luxembourg) Limited Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.084.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2012.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2012036683/12.

(120049411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

Faita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 71.160.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 27 mars 2012

Référence de publication: 2012036700/10.

(120049396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

Caccini Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 159.157.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2012039627/14.

(120052629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

New Baumeeschter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9190 Vichten, 28, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 157.120.

L'an deux mille douze, le vingt mars.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Monsieur Christian FRIESEISEN, ouvrier, demeurant à L-9190 Vichten, 28, rue Principale, né le 12 septembre 1970 à Ettelbruck, (matr. 1970 09 12 135).

Le comparant a exposé au notaire instrumentant:

- qu'il est le seul associé, représentant l'intégralité du capital, de la société à responsabilité limitée «NEW BAUMEESCHTER S.à r.l.» avec siège social à L-9190 Vichten, 28, rue Principale, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg section B, sous le numéro B 157.120,
- constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 23 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 82 du 15 janvier 2011,
- Que le capital social de la société s'élève actuellement à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (EUR 125) Euros chacune.

Le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter que Monsieur Christian FRIESEISEN, prénommé, cède et transporte ses 100 parts sociales à Madame Nathalie FRANK, employée privée, née le 15 janvier 1970 à Differdange (matr: 1970 01 15 189), demeurant à L-9190 Vichten, 28, route Principale, ici présente et ce acceptant.

Le prix de cette cession de parts a fait l'objet d'un règlement séparé entre parties.

Acceptation des cessions de parts

Monsieur Christian FRIESEISEN, prénommé, agissant en sa qualité de gérant unique de la société déclare accepter ladite cession, au nom de la société conformément à l'article 1690 nouveau du Code Civil et l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales. Il déclare qu'il n'a entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet des susdites cessions.

La comparante a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution Unique:

La démission comme gérant de la société de Monsieur Christian FRIESEISEN, avec effet immédiat, est acceptée. En son remplacement est nommée Madame Nathalie FRANK, prénommée, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 700,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Christian FRIESEISEN, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 21 mars 2012. Relation: DIE/2012/3472. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de la publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 26 mars 2012.

Référence de publication: 2012036867/45.

(120049246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

Gierre Participations Mobilières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 84.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039794/9.

(120052215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

Group V S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9572 Weidingen, 1, rue des Vieilles Tanneries.

R.C.S. Luxembourg B 91.943.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039809/10.

(120052170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

Intertrust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 5.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012039830/10.

(120052416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

International Import Export S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 53.472.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039864/10.

(120052130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

Jakin Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.752.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039877/10.

(120052699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.
